

§ 2. Met betrekking tot de bij § 1 bepaalde misdrijven heeft de door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie aangewezen raadshere in dat Hof de bevoegdheden van een onderzoeksrechter en de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie de bevoegdheden van een procureur des Konings, onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald in artikel 3.

Art. 3. De informatiedaden mogen slechts worden verricht door de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie of op vordering van deze laatste.

Behoudens betraping op heterdaad zijn aanhouding of voorlopige hechtenis alleen mogelijk mits de Kamer van volksvertegenwoordigers daartoe haar toestemming geeft. De raadshere-onderzoeker kan de handelingen verrichten waarvoor toestemming is verleend.

De overige dwangmaatregelen, met name bevelen tot medebrenging, huiszoekingen, inbeslagname, het opsporen en aftappen van telefoongesprekken alsmede onderzoeken aan het lichaam, kunnen slechts worden bevolen door een college dat is samengesteld uit de in artikel 2, § 2, bedoelde raadshere en twee andere raadsheren in het Hof van Cassatie die door de eerste voorzitter van dat Hof werden aangewezen. Het college beslist bij meerderheid. Wat de voorlopige hechtenis en het onderzoek aan het lichaam betreft, oefent het bovendien de functies van raadkamer uit.

Art. 4. § 1. Wanneer het onderzoek is voltooid, zendt de in artikel 2, § 2, bedoelde raadshere in het Hof van Cassatie zijn verslag naar de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, die het, samen met zijn vordering, naar de Kamer van volksvertegenwoordigers verzendt.

§ 2. De Kamer van volksvertegenwoordigers doet uitspraak over het verslag van de in artikel 2, § 2, bedoelde raadshere, op vordering van de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie en na de minister dan wel zijn raadsman in zijn conclusies te hebben gehoord. Ten minste achtenveertig uur voor het verhoor door de Kamer van volksvertegenwoordigers moet het dossier ter beschikking worden gesteld van de minister zodat hij er kennis van kan nemen en er zich een afschrift van kan laten bezorgen.

De procedure verloopt met gesloten deuren.

Art. 5. Deze wet treedt in werking op de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Zij is van kracht tot 1 januari 1998.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegd :  
De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

§ 2. Quant aux infractions visées au § 1<sup>er</sup>, le conseiller à la Cour de cassation désigné par le premier président de cette Cour a les pouvoirs du juge d'instruction et le procureur général près la Cour de cassation les pouvoirs du procureur du Roi, sous réserve des exceptions énoncées dans l'article 3.

Art. 3. Les actes d'information ne peuvent être effectués que par le procureur général près la Cour de cassation ou sur réquisition de celui-ci.

Hors le cas de flagrant délit, l'arrestation ou la mise en détention préventive ne peuvent intervenir qu'en vertu de l'autorisation de la Chambre des représentants. Le conseiller instructeur peut accomplir les actes couverts par l'autorisation.

Les autres mesures de contrainte, notamment les mandats d'amener, les perquisitions, les saisies, les repérages d'appel et les écoutes téléphoniques ainsi que les explorations corporelles, ne peuvent être ordonnées que par un collège composé du conseiller visé à l'article 2, § 2, et de deux autres conseillers à la Cour de cassation désignés par le premier président de cette Cour. Le collège statue à la majorité. En ce qui concerne la détention préventive et l'exploration corporelle, il exerce en outre les fonctions de chambre du conseil.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Quand l'instruction est complète, le conseiller à la Cour de cassation visé à l'article 2, § 2, communique son dossier au procureur général près la Cour de cassation, qui le transmet à la Chambre des représentants, accompagné de son réquisitoire.

§ 2. La Chambre des représentants statue sur le rapport du conseiller visé à l'article 2, § 2, sur réquisition du procureur général près la Cour de cassation et après avoir entendu le ministre ou son conseil dans ses conclusions. Quarante-huit heures au moins avant l'audition par la Chambre des représentants, le dossier doit être mis à la disposition du ministre afin qu'il puisse en prendre connaissance et s'en faire délivrer une copie.

La procédure se déroule à huis clos.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Elle restera en vigueur jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

#### COUR D'ARBITRAGE

F. 96 — 2676

[C - 96/21341]

Arrêt n° 68/96 du 28 novembre 1996

Numéro du rôle : 900

*En cause* : le recours en annulation du décret de la Région wallonne du 16 février 1995 modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général, introduit par l'a.s.b.l. Codever Belgium et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, J. Delruelle, G. De Baets et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 10 novembre 1995 et parvenue au greffe le 13 novembre 1995, un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 16 février 1995 modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois

et forêts en général (publié au *Moniteur belge* du 11 mai 1995) a été introduit par l'a.s.b.l. Codever Belgium, dont le siège social est établi à 4630 Micheroux-Soumagne, rue du Marais 9, D. Naveau, demeurant à la même adresse, et P. Delwiche, demeurant à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 966.

## II. La procédure

Par ordonnance du 13 novembre 1995, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 12 décembre 1995.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 14 décembre 1995.

Des mémoires ont été introduits par :

— le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 24 janvier 1996;

— le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 29 janvier 1996.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 21 février 1996.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 19 mars 1996;

— les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 21 mars 1996.

Les parties requérantes ont introduit un document intitulé « mémoire en réponse ampliatif », par lettre recommandée à la poste le 30 avril 1996.

Par ordonnances des 25 avril 1996 et 22 octobre 1996, la Cour a prorogé jusqu'aux 10 novembre 1996 et 10 juin 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 10 juillet 1996, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 24 septembre 1996.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 11 juillet 1996.

Par ordonnance du 10 septembre 1996, le président en exercice a constaté que le juge-rapporteur L.P. Suetens, décédé le 2 septembre 1996, était remplacé en cette qualité par le juge G. De Baets.

A l'audience publique du 24 septembre 1996 :

— ont comparu :

. Me P. Goffaux, avocat du barreau de Bruxelles, *loco* Me L. Simont, avocat à la Cour de cassation, pour les parties requérantes;

. Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement flamand;

. Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;

— les juges-rapporteurs R. Henneuse et G. De Baets ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

## III. Les dispositions en cause

Le décret de la Région wallonne du 16 février 1995 " modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général " comprend cinq articles.

« Article 1<sup>er</sup>. A la suite de l'article 184 de la loi du 18 décembre 1854 contenant le Code forestier, est inséré :

« Titre XIV. — De la circulation dans les bois et forêts en général en Région wallonne

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

Article 185. Au sens du présent titre, on entend par :

— piéton : toute personne qui circule à pied ainsi que toute personne à mobilité réduite circulant en fauteuil roulant et les cyclistes âgés de moins de 9 ans;

— sentier : voie publique étroite dont la largeur n'excède pas celle nécessaire à la circulation des piétons;

— chemin : voie publique plus large qu'un sentier et qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général;

— route : voie publique dont l'assiette est aménagée pour la circulation des véhicules en général;

— aire : zone balisée et affectée à l'accueil des piétons, au stationnement momentané de véhicules, à l'exercice de certaines activités récréatives ou au bivouac;

— bivouac : campement temporaire en plein air;

— activité de gestion : toutes les opérations d'administration, d'exploitation ou de surveillance de nature sylvicole, agricole, cynégétique, piscicole ou de conservation de la nature;

— conservation de la nature : aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi sur la conservation de la nature, protection de la flore et de la faune, de leurs communautés et de leurs habitats, ainsi que du sol, du sous-sol, des eaux et de l'air.

Article 186. Le présent titre régleme la circulation dans les bois et forêts soumis ou non au régime forestier, à l'exclusion :

1<sup>o</sup> des routes, autres que les routes de remembrement, qui permettent aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute leur longueur;

2<sup>o</sup> des réserves naturelles et forestières, sauf en ce qui concerne les routes, chemins et sentiers ouverts à la circulation publique.

Article 186bis. Le Gouvernement peut instituer une Commission consultative comprenant notamment les propriétaires, les utilisateurs, les associations de conservation de la nature, soit par commune, soit par massif forestier.

Le Gouvernement en fixe les modalités.

Article 187. Sauf motifs légitimes, il est interdit d'accomplir tout acte de nature à perturber la quiétude qui règne dans la forêt, à déranger le comportement des animaux sauvages ou à nuire aux interactions entre les êtres vivants, animaux et végétaux et leur environnement naturel.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 5 à 200 francs.

Article 188. Le Gouvernement peut limiter ou interdire la circulation dans les bois et forêts dans un but de conservation de la nature, de chasse, de pêche, de tourisme et de gestion des bois et forêts. Il fixe les modalités de limitation et d'interdiction de la circulation.

Les infractions aux arrêtés d'exécution de cette disposition sont punies d'une amende de 26 à 100 francs.

Article 189. En ce qui concerne les activités de gestion, le Gouvernement peut déterminer, dans un but de conservation de la nature, les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et engins autorisés à circuler dans les bois et forêts hors des voies publiques ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Les infractions aux arrêtés d'exécution de cette disposition sont punies d'une amende de 100 à 200 francs.

Section 2. — *Dispositions particulières à certains modes de locomotion ou à certaines activités*

Article 190. Les chiens et autres animaux de compagnie doivent être tenus en laisse.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 5 à 25 francs.

Article 191. Le bivouac est interdit en dehors des aires prévues à cet effet sous peine d'une amende de 26 à 50 francs.

Article 192. Sauf motifs légitimes, l'accès des piétons est interdit en dehors des routes, chemins, sentiers ou aires balisées à cet effet.

Les infractions au présent article peuvent être punies d'une amende de 5 à 25 francs.

L'amende est portée de 100 à 200 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 193. L'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture est interdit en dehors des routes, chemins ou aires balisées à cet effet.

L'accès des cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture aux sentiers et aux aires non visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être autorisé par le Gouvernement aux conditions qu'il détermine, pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles et de protection de la nature ou pour permettre l'accès aux propriétés privées.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 26 à 100 francs.

L'amende est portée de 200 à 300 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 194. L'accès des véhicules à moteur est interdit en dehors des routes ou des aires balisées à cet effet.

L'accès des véhicules à moteur aux chemins, sentiers et aires non visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être autorisé par le Gouvernement aux conditions qu'il détermine pour des raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles et de protection de la nature ou pour permettre l'accès aux propriétés privées.

Les infractions au présent article sont punies d'une amende de 50 à 200 francs.

L'amende est portée de 500 à 5000 francs à l'égard de l'organisateur d'une activité de groupe exercée en infraction au présent article.

Article 195. Les articles 190 à 194 ne s'appliquent pas au propriétaire, à ses ayants droit et aux personnes autorisées à exercer une activité de gestion.

Dans les bois et forêts dont le propriétaire est une commune ou un établissement public, les exonérations aux articles 193 et 194 ne peuvent être accordées qu'après approbation par la députation permanente du conseil provincial, l'Administration forestière entendue.

Dans les bois et forêts dont le propriétaire est une province, les exonérations aux articles 193 et 194 ne peuvent être accordées qu'après approbation par le Gouvernement wallon, l'Administration forestière entendue.

Section 3. — *Dispositions particulières au balisage*

Article 196. Le Gouvernement définit les modalités de balisage des routes, chemins, sentiers et aires dans les bois et forêts.

Article 197. Le balisage permanent ou temporaire d'un sentier permettant la circulation des usagers visés à l'article 193 est soumis à autorisation.

Le balisage d'un chemin ou d'un sentier permettant la circulation des usagers visés à l'article 194 est soumis à autorisation. Excepté pour des raisons utilitaires, celle-ci ne peut être délivrée qu'à titre temporaire.

La désignation à titre permanent ou temporaire d'une aire est soumise à autorisation.

Le Gouvernement définit les procédures d'autorisation et détermine l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation.

Article 198. Les autorisations visées à l'article 197 peuvent être assorties de conditions particulières. Elles sont susceptibles d'être retirées à tout moment par l'autorité compétente ou le propriétaire.

Article 199. Celui qui place ou maintient sans autorisation des balises, les détruit ou les détériore volontairement de quelque façon que ce soit est puni d'une amende de 50 francs.

Art. 2. Les mots "cycles ou skis" sont ajoutés entre les mots "cyclomoteurs" et "du délinquant" dans l'article 122 du Code forestier tel qu'ajouté à ce Code par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 26 novembre 1987.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Les articles 165, 166 et 170 du Code forestier sont abrogés dès l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. L'article 169 du Code forestier est complété par le point suivant :

"5° Pour les infractions prévues au titre XIV lorsque l'auteur est porteur d'un outil de coupe, d'extraction ou d'une arme ou lorsque l'infraction est perpétrée entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 juin."

Art. 4. Le titre XIV "Des subventions de la Région wallonne" devient le titre XV du Code forestier.

L'article 185 devient l'article 200 du même Code.

Art. 5. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1996. »

IV. *En droit*

— A —

*La requête*

A.1. Compte tenu de l'objet social de la première partie requérante, celle-ci est recevable à attaquer devant la Cour un décret qui réduit la possibilité de pratiquer des randonnées dans les bois et forêts. Les deux autres requérants sont membres de l'association sans but lucratif, première partie requérante, et sont des adeptes assidus des randonnées, notamment motorisées, en forêt. Le troisième requérant, en outre, exploite un commerce de motos "tout terrain".

A.2. Cinq moyens sont invoqués à l'appui du recours. Les trois premiers sont pris de la violation des règles de compétence (A.3 à A.5) et les deux derniers sont tirés de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution (A.6 et A.7).

*En ce qui concerne la violation des règles de compétence*

A.3.1. Le premier moyen est dirigé contre l'ensemble du décret du 16 février 1995. Il est pris de la violation des articles 35, 39 et 134 de la Constitution ainsi que de la violation des articles 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>; 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>; 6, § 4, 3<sup>o</sup>; 10 et 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.3.2. Le décret en cause régit la circulation des piétons, des cyclistes, des skieurs, des conducteurs d'animaux et des véhicules à moteur dans les bois et forêts non seulement hors des voies publiques mais aussi sur la voie publique. En étendant ainsi son champ d'application, le décret empiète sur le domaine de la circulation routière, au sens des lois coordonnées du 16 mars 1968 et de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975, lequel domaine est resté de la compétence du législateur fédéral. Outre l'absence d'attribution de compétence aux régions en la matière, cela ressort de façon implicite de l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, qui impose à l'Etat fédéral d'associer les gouvernements de région à l'élaboration des règles de police générale relatives aux moyens de communication et de transport, parmi lesquelles figurent les règles de la circulation routière.

A.3.3. Lors des travaux préparatoires du décret, le législateur était conscient de cet empiètement et les trois titres de compétence allégués lors desdits travaux s'avèrent contestables pour les motifs suivants.

Premièrement, la compétence régionale en matière de forêts et de protection et conservation de la nature : celle-ci n'a été avancée qu'en ce qui concerne la circulation hors des voies publiques.

Deuxièmement, l'article 3 des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière, qui prévoit que le ministre de l'Agriculture peut arrêter des mesures complémentaires en ce qui concerne les « routes et chemins forestiers, ouverts à la circulation publique, situés dans les forêts de l'Etat, les réserves naturelles ou forestières » : ce titre de compétence est inadéquat, dès lors que les termes « règlements complémentaires » indiquent clairement qu'est visé non « un transfert de pouvoir législatif, mais l'octroi d'une simple compétence réglementaire d'exécution ».

Troisièmement, en ce qui concerne les pouvoirs implicites fondés sur l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, font défaut les trois conditions que, selon la jurisprudence de la Cour, cette disposition requiert.

La condition de nécessité fait tout d'abord défaut puisque d'autres solutions s'offraient pour atteindre l'objectif poursuivi par le législateur décentralisé, notamment la conclusion d'un accord de coopération.

Ensuite, l'empiètement opéré par le décret ne peut être qualifié de marginal. Outre qu'il concerne des milliers de kilomètres de voies publiques, il procède d'une économie tout à fait différente de celle du Code de la route sur le plan du balisage : en effet, tel qu'il est organisé par les articles 196 à 199 du décret, ce balisage n'exprime pas des interdictions mais, au contraire, des dérogations aux interdictions portées par le décret. Il doit dès lors être considéré comme modifiant implicitement la législation fédérale en matière de circulation routière.

Enfin, la police de la circulation routière constitue une matière qui se prête difficilement à un règlement différencié; ainsi plusieurs conventions internationales visent-elles à uniformiser les différentes législations et réglementations nationales.

A.4. Le deuxième moyen, dirigé contre l'article 1<sup>er</sup> du décret en ce qu'il introduit des articles 193, 194 et 195 dans le Code forestier, est pris de la violation des articles 35, 39 et 134 de la Constitution et des articles 6, § 4, 3<sup>o</sup>, et 7 de la loi spéciale du 8 août 1980. En prévoyant l'approbation, par la députation permanente ou le Gouvernement wallon, des exonérations relatives aux bois et forêts appartenant respectivement aux communes et aux provinces, le décret viole l'article 7 de la loi spéciale : cette disposition exclut en effet l'organisation par la région d'une tutelle administrative pour les actes relevant de la compétence fédérale et pour lesquels le législateur fédéral a organisé une tutelle spécifique, ce qui est fait aux articles 2 et suivants des lois relatives à la police de la circulation routière.

A.5. Le troisième moyen, dirigé contre l'ensemble du décret, est pris de la violation de l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980. Dès lors que les forêts wallonnes s'étendent en de nombreux endroits au-delà du territoire de la Région wallonne — tel le massif de la forêt de Soignes —, la disposition spéciale précitée imposait une concertation avec les deux autres régions, laquelle n'est pas intervenue.

*En ce qui concerne la violation des articles 10 et 11 de la Constitution*

A.6. Le quatrième moyen est dirigé contre l'article 1<sup>er</sup> du décret, en ce qu'il insère des articles 193 et 194 nouveaux dans le Code forestier. Les alinéas 2 de ces deux articles, en ce qu'ils permettent des dérogations pour divers motifs, sans prévoir parmi ceux-ci l'exercice d'une activité récréative ou sportive, opèrent une différenciation qui ne peut être justifiée au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, compte tenu de l'objectif de conservation de la nature et de protection des forêts poursuivi par le législateur décentralisé.

A.7. Le cinquième moyen, également pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, est dirigé contre l'article 1<sup>er</sup> du décret, en ce qu'il insère un article 195 nouveau dans le Code forestier. En ce que cet article prévoit que les articles 190 et 194 ne sont pas applicables aux personnes autorisées à exercer une activité de nature cynégétique et piscicole, sans prévoir la même exemption pour les randonnées à finalité sportive ou récréative, il opère une différenciation qui ne peut être justifiée au regard des dispositions constitutionnelles précitées.

*Le mémoire du Gouvernement flamand*

A.8.1. Le décret en cause, visant à protéger les bois et forêts contre « les excès de différentes activités productives, récréatives et sportives », poursuit plus concrètement deux objectifs. D'une part, un objectif de conservation de la nature, rencontré notamment par l'exclusion des véhicules à moteur des chemins (article 194) et, d'autre part, une approche plus harmonieuse de la forêt et le développement d'un tourisme de qualité, en organisant une accessibilité aux voies publiques d'autant plus grande que le moyen de locomotion respecte l'environnement.

A.8.2. S'agissant du premier moyen, le fondement du décret est à trouver à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, globalement dans les titres de compétences attribués aux régions par les II, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>; III, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>; VI, 5<sup>o</sup> et X, 2<sup>o</sup> bis de cette disposition. Quels que soient celui ou ceux des titres précités à retenir, il n'y a donc pas lieu de recourir aux pouvoirs implicites, prévus à l'article 10 de la loi spéciale. En outre, il n'appartient ni aux parties requérantes de critiquer l'opportunité des moyens choisis par le législateur pour atteindre ses objectifs ni à la Cour d'en juger.

En ce qui concerne l'argument tiré de l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, le décret, en premier lieu, n'a pas traité de la police de la circulation routière : celle-ci, en effet, a pour objet, selon la Cour de cassation, d'assurer la préservation des routes et la sécurité de la circulation, aussi bien celle des conducteurs des véhicules automobiles que celle des personnes transportées, double objet auquel est étranger le décret entrepris. Par ailleurs, on ne peut déduire de la disposition spéciale précitée aucune compétence fédérale réservée en matière de police de la circulation routière, laquelle, en toute hypothèse, devrait être interprétée restrictivement. Enfin, dès lors que seul est visée la police générale de la circulation, échappe à cette notion la police particulière de la circulation — en ce qu'elle ne vise que les bois et forêts de la Région wallonne — qu'organise le décret.

A.8.3. En ce qui concerne le deuxième moyen (tutelle régionale irrégulière), le fait que, pour les motifs décrits ci-dessus, le décret relève de la compétence régionale implique également sa compétence pour organiser une tutelle spécifique sur les décisions des autorités décentralisées prises en la matière, compétence que ne fait que confirmer l'article 7 de la loi spéciale. En outre, le moyen manque aussi en fait : l'article 2 de la loi relative à la police de la circulation routière n'a en rien organisé une tutelle spécifique sur les décisions visées à l'article 195 du Code forestier, celles-ci ne constituant pas des règlements complémentaires de circulation, n'émanant pas nécessairement de conseils communaux et ne portant pas nécessairement sur des voies publiques.

A.8.4. En ce qui concerne le troisième moyen (défaut de concertation pour les forêts non exclusivement wallonnes), il apparaît contradictoire dès lors que l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, dont la violation est alléguée, présuppose que l'on soit devant une disposition relative aux forêts, relevant donc de la compétence régionale, ce que contestent précisément les requérants dans leur premier moyen. Quant au fond, ce moyen n'est pas fondé dès lors que l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, ne vise que les dispositions spécifiques, ce que ne comprend pas le décret en cause; il présente un caractère général puisqu'il est applicable, par hypothèse, à toutes les forêts de la Région wallonne.

A.8.5. En ce qui concerne le quatrième moyen (possibilités de dérogations discriminatoires), il manque en fait. La récréation et le sport faisant partie de la notion de culture, ils peuvent être pris en considération au titre de " motifs culturels " pour accorder les dérogations prévues aux alinéas 2 des articles 193 et 194 du décret. Le caractère culturel des activités précitées résulte d'ailleurs de leur qualification de matière culturelle par l'article 4 de la loi spéciale du 8 août 1980, prise en application de l'article 127 de la Constitution.

A.8.6. Quant au cinquième moyen (dérogation discriminatoire), il manque également en fait, dans la mesure où l'article 195 n'établit en rien une distinction entre les chasseurs et les pêcheurs, d'une part, et les autres sportifs ou personnes exerçant des loisirs, d'autre part. La référence que fait l'article 195 à la notion d'activité de gestion, dès lors que les chasseurs et pêcheurs ne relèvent pas de cette notion au sens où l'entend l'article 185, n'a pas pour effet de les faire échapper aux articles 190 et 194 du décret.

#### *Le mémoire du Gouvernement wallon*

A.9.1. Après une description circonstanciée de l'objet du décret et de la portée de chacune de ses dispositions, est abordée la recevabilité du recours.

A.9.2. Au regard de la jurisprudence de la Cour relative à la recevabilité des recours des associations sans but lucratif, le caractère durable de l'activité de la première partie requérante est contestable. La date de constitution de cette association sans but lucratif comme la nature de ses activités établissent qu'elle n'a été constituée que pour contester le décret en cause; la réalisation d'autres activités, passées ou présentes, conformes à l'intérêt moral dont elle se prévaut n'étant pas prouvée.

A.9.3. En ce qui concerne les deuxième et troisième requérants, le défaut d'intérêt de l'association sans but lucratif première partie requérante implique que, en ce qu'ils invoquent la qualité de membre de celle-ci, cette qualité est également insuffisante pour justifier leur intérêt.

La seconde qualité alléguée — celle d'adeptes assidus des randonnées, notamment motorisées, en forêt — est imprécise et non pertinente, l'intérêt populaire n'étant pas admissible devant la Cour. En outre, l'annulation du décret ne leur apporterait pas d'avantage, dès lors que les articles 165 et 166 du Code forestier interdisent déjà la circulation des piétons hors des routes et chemins; tout au plus ont-ils intérêt à contester celles des dispositions du décret qui régissent la circulation des véhicules automoteurs en forêt.

A.10.1. S'agissant du premier moyen, l'intérêt limité des parties requérantes implique que ce moyen ne peut entraîner l'annulation que des dispositions qui régissent la circulation des véhicules à moteur sur la voie publique, à savoir le seul article 194 du décret.

A.10.2. En ce qui concerne le fond de ce moyen, le décret, comme l'a analysé le Conseil d'Etat dans son avis, règle l'accès des bois et forêts et la circulation dans ceux-ci, tantôt sur les routes, chemins, sentiers et sur les aires balisées qui sont ouverts à la circulation au public, tantôt sur certains d'entre eux, tantôt en dehors de ces lieux.

Compte tenu de cet objet, il trouve un fondement suffisant dans l'article 6, § 1<sup>o</sup>, III, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale, dont les termes comme les travaux préparatoires établissent la portée large. D'autres dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 renforcent ce double titre de compétence, à savoir les I, 1<sup>o</sup> (aménagement du territoire), II, 1<sup>o</sup> (protection de l'environnement), et III, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> (chasse et pêche), de l'article 6, § 1<sup>o</sup>, de ladite loi. Le Conseil d'Etat n'a d'ailleurs pas contesté la compétence des régions de régler la circulation dans les bois et forêts.

A.10.3. En ce que le moyen conteste la validité du décret du 16 février 1995 au regard de l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale, au motif qu'il règle la circulation sur les voies publiques, il n'est pas fondé.

La compétence régionale en matière de conservation de la nature et de la forêt implique celle d'édicter des règlements complémentaires de police de circulation routière sur les routes et chemins forestiers, laquelle ne se réduit pas à une simple compétence d'exécution des dispositions législatives existantes en la matière. Le décret a du reste un champ d'application plus large que l'article 3 des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière, dès lors qu'il s'applique également aux bois et forêts appartenant aux particuliers.

Quant à l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980, prévoyant l'association des gouvernements de région à l'élaboration des règles de police générale, il se rattache à la matière des transports et ne vise que les règles de police générale, de telle sorte qu'est compatible avec cette disposition spéciale la compétence régionale d'édicter des réglementations complémentaires de police de circulation dans le milieu forestier. De plus, le décret n'affecte pas la compétence fédérale en matière de police de la circulation routière: d'une part, il n'influe ni sur la sécurité de la voirie, ni sur la vitesse et, d'autre part, il n'est applicable qu'en milieu forestier et sur les seules voiries à faible circulation, vu l'exclusion prévue à l'article 186, 1<sup>o</sup>.

Il résulte de ce qui précède que le recours à l'article 10 ne se justifie pas. En toute hypothèse, s'il y a empiètement, celui-ci est marginal et proportionné au but poursuivi, la compétence, fédérale, en matière de police générale de la circulation routière et celle, communautaire, en matière de tourisme restant intactes; il ne peut dès lors être question d'un accord de coopération avec les autorités visées.

A.11.1. S'agissant du deuxième moyen, l'intérêt limité des requérants implique que ce moyen n'est recevable qu'en ce qui concerne les dispositions du décret qui régissent la circulation des véhicules à moteur.

A.11.2. Les communes et les provinces, comme tout autre propriétaire, peuvent autoriser une personne ou un groupement de personnes à circuler dans leurs bois et forêts. Alors qu'elles attribuent seules cette autorisation aux piétons, celle-ci est soumise à tutelle, selon le cas, de la députation permanente ou du Gouvernement wallon, si elle concerne les cyclistes, skieurs, conducteurs d'animaux de trait, de charge et de monture et les véhicules à moteur. La tutelle ainsi organisée par les alinéas 2 et 3 de l'article 195 s'analyse comme une tutelle spécifique sur une matière régionale — la conservation de la nature et la gestion forestière —, parfaitement conforme à l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.12. L'article 6, § 1<sup>o</sup>, III, 4<sup>o</sup>, de la loi spéciale, dont la violation est alléguée à l'appui du troisième moyen, constituant une limite à la compétence et à l'autonomie régionales en matière de forêts, est de stricte interprétation; il n'impose une concertation que pour les seules dispositions spécifiques, c'est-à-dire celles qui concernent certains massifs forestiers situés sur le territoire de plus d'une région, et non pour les dispositions générales qui, comme le décret en cause, sont applicables à l'ensemble des bois et forêts d'une région déterminée.

A.13.1. Compte tenu de l'intérêt des requérants, le quatrième moyen n'est recevable que vis-à-vis des dispositions du décret qui régissent la circulation des véhicules à moteur.

A.13.2. Au regard des buts poursuivis par le législateur décentralisé, il est pertinent d'habiliter le Gouvernement wallon à accorder, pour les motifs qu'indique le décret, des dérogations individuelles aux règles de circulation dans les bois et forêts et de ne pas le faire pour des activités qui visent davantage la satisfaction d'intérêts personnels, telles les activités sportives et récréatives. Celles-ci restent d'ailleurs possibles, d'une part, selon le cas, sur les routes, chemins, sentiers et aires balisées à cet effet et, d'autre part, en cas de balisage opéré en vertu de l'article 197 ou, s'il s'agit d'un domaine privé, moyennant l'accord des propriétaires.

A.14. En ce qui concerne le cinquième moyen, les activités de gestion respectivement visées et définies aux articles 185 et 195 n'incluent pas la circulation des chasseurs et pêcheurs pour leurs besoins personnels; ainsi interprété, l'article 195 ne viole pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

*Le mémoire en réponse du Gouvernement wallon*

A.15.1. En ce qui concerne le premier moyen, la Cour, dans son arrêt n° 17/96 du 5 mars 1996, a dit pour droit que la compétence régionale en matière de conservation de la nature, et en particulier des forêts, "habilit[ait] la région à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exercer".

A.15.2. S'agissant du deuxième moyen, l'article 195 doit être considéré, en définitive, comme organisant non une tutelle spécifique au sens de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980, mais bien un contrôle sur la destination des bois et forêts appartenant au patrimoine forestier wallon. Il trouve un fondement suffisant dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2° et 4°, de la loi spéciale, ce que confirme l'arrêt précité n° 17/96 de la Cour, relatif au décret de la Région wallonne du 16 septembre 1995, dont le raisonnement est transposable en l'espèce.

A.15.3. En ce qui concerne les trois autres moyens, le Gouvernement wallon s'en réfère à son mémoire.

*Le mémoire en réponse des requérants*

A.16.1. S'agissant de l'intérêt à agir de la première partie requérante, l'a.s.b.l. Codever Belgium, les activités de celle-ci sont très nombreuses, nonobstant sa création effectivement récente, à l'image d'ailleurs des activités en cause. Outre les actions en rapport avec le décret contesté, la première partie requérante a édité une brochure, a participé à de nombreux salons, foires et manifestations sportives et envisage d'organiser des ballades ou randonnées en forêts, même si elle ne l'a pas encore fait par le passé. Son activité a été invoquée lors des travaux parlementaires et même louée par le Gouvernement wallon. Elle justifie donc d'un intérêt à agir, lequel n'est pas limité aux seules dispositions relatives à la circulation des véhicules à moteur, dès lors que tant ses statuts que ses activités indiquent qu'elle œuvre pour la promotion et la défense de l'ensemble des loisirs de nature, qu'ils requièrent ou non un véhicule.

A.16.2. Compte tenu de l'objet du décret, tout citoyen a intérêt à le contester. D. Naveau et P. Delwiche exercent de nombreuses activités au sein de l'association sans but lucratif première partie requérante, dont le premier cité est secrétaire. Outre le fait que tous deux sont des adeptes des randonnées en forêt, la fille mineure de D. Naveau y pratique le sport équestre cependant que P. Delwiche exploite un commerce de motos à Wépion, sérieusement affecté par l'entrée en vigueur du décret en cause.

A.17.1. S'agissant du premier moyen, le ministre de l'Environnement a reconnu, lors des travaux préparatoires, que les compétences régionales en matières de bois et forêts et de protection et de conservation de la nature ne pouvaient fonder le décret que partiellement, dans la seule mesure où il régissait la circulation hors des voies publiques. Les travaux préparatoires de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2° et 4°, n'établissent en effet nullement que soit visée la circulation routière sur les voies publiques traversant les bois et forêts; si, lors de ces travaux préparatoires, a été visée la compétence régionale vis-à-vis du Code forestier, en aucun cas celui-ci ne contient-il de disposition réglant la circulation sur les voies publiques. Dès lors que la région quitte le domaine proprement dit de la forêt pour régir la circulation des personnes et véhicules sur la voie publique, elle pénètre dans le domaine de la circulation routière, lequel relève de l'Etat fédéral.

A.17.2. A l'inverse du Gouvernement wallon, le Gouvernement flamand doute, à tort, que le décret s'occupe de la police de la circulation routière. L'objet du décret se confond en effet avec celui que se donne, en son article 1<sup>er</sup>, l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, c'est-à-dire le Code de la route. De même les différentes interdictions prévues par le décret ont-elles le même objet que les interdictions matérialisées par différents panneaux joints en annexe à l'arrêté royal précité. Le fait que les voies publiques concernées traversent bois et forêts — les interdictions ayant un effet sur ceux-ci et leur écosystème — ne modifie pas la nature des mesures en cause — qui restent des mesures de police de la circulation routière — et ne peut justifier un transfert de compétence aux régions.

Les deux arrêts de la Cour de cassation invoqués par le Gouvernement flamand n'infirment pas la thèse des requérants. D'une part, ils ne peuvent consacrer une solution qui serait contraire à une définition retenue par un arrêté royal, et d'autre part, ils sont interprétés erronément. Le décret litigieux tend à protéger, donc à conserver, les routes, les chemins et les sentiers qu'il envisage, en modalisant la circulation dans les bois et forêts en fonction de l'adéquation entre le type de voie empruntée et le moyen de locomotion utilisé.

A.17.3. L'obligation d'association qui résulte de l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 présuppose nécessairement que la matière de la police de la circulation routière relève de l'Etat fédéral; cela est confirmé par l'arrêt de la Cour n° 5/96 du 18 janvier 1996.

La distinction faite par le Gouvernement flamand entre police générale et police particulière ne repose ni sur la loi spéciale ni sur ses travaux préparatoires; au contraire, ceux-ci indiquent que "la police générale concerne les réglementations de police applicables aux divers modes de transports, telles que [...] la police de la circulation routière", celle-ci régissant l'ensemble des voies publiques du pays, qu'elles traversent ou non une forêt.

A.17.4. Les dispositions législatives auxquelles se réfère le Gouvernement wallon pour fonder une compétence décrétable n'envisagent qu'une compétence réglementaire et, en outre, ne peuvent, au titre de lois ordinaires, opérer le transfert d'une compétence législative au profit d'une région ou d'une communauté.

A.17.5. A l'instar du Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon estime que le recours à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 ne s'impose pas; il opère ainsi un revirement par rapport aux travaux préparatoires du décret, lors desquels les pouvoirs implicites ont été largement avancés par le ministre wallon de l'Environnement pour fonder le décret sur le plan de la compétence. Aucune des trois conditions d'application desdits pouvoirs implicites n'est remplie en l'espèce.

Tout d'abord, comme indiqué dans la requête, l'empiètement sur la compétence fédérale en matière de police de la circulation routière n'était pas la seule façon d'atteindre ses objectifs en matière forestière et de conservation de la nature. Ensuite, cet empiètement ne peut être considéré comme marginal: d'une part, il concerne des milliers de kilomètres de voies publiques et, d'autre part, il s'inspire d'une économie fondamentalement différente de celle du Code de la route, en ce qu'un balisage obligatoire ne conditionne pas, à l'inverse du Code de la route, l'entrée en vigueur des interdictions qu'il porte. Enfin, la condition relative à la possibilité d'un traitement différencié, non seulement s'impose, mais en outre n'est pas remplie en l'espèce, la matière faisant au contraire l'objet de conventions internationales visant à uniformiser les différentes législations nationales.

A.18. En ce qui concerne le deuxième moyen et les observations y relatives faites par les Gouvernements flamand et wallon, l'article 195 s'applique bien à la circulation sur les voies publiques: envisageant des dérogations aux interdictions prévues par les articles 193 et 194, lesquels concernent certaines voies publiques, l'article 195 concerne donc également des voies publiques.

La violation de l'article 7 de la loi spéciale ne requiert pas que les actes soumis à la tutelle régionale litigieuse soient identiques à ceux soumis à la tutelle fédérale: il suffit qu'ils soient équivalents et analogues, ce qui est le cas d'espèce.

A.19. En ce qui concerne le troisième moyen, subsidiaire par rapport aux deux premiers, l'argumentation des Gouvernements flamand et wallon confond cause et conséquence. L'article 6, § 2, 1°, de la loi spéciale implique en réalité que, lorsqu'une région souhaite adopter des mesures générales relatives aux forêts, elle doit au préalable recourir à une concertation pour examiner s'il ne faut pas prévoir des dispositions spécifiques pour les forêts transrégionales, laquelle concertation n'a pas eu lieu en l'espèce, comme il ressort, implicitement, de la position adoptée par les Gouvernements flamand et wallon.



A.20. En ce qui concerne le quatrième moyen, les requérants prennent acte de ce que, pour le Gouvernement flamand, les activités sportives et récréatives sont également visées par les alinéas 2 des articles 193 et 194 nouveaux, interprétation qu'ils souhaitent voir confirmée par la Cour.

Quant à l'argumentation du Gouvernement wallon, la satisfaction d'intérêts personnels est également présente dans les dérogations fondées notamment sur un motif culturel et scientifique; en outre, le fait que la circulation dans les bois et forêts à des fins sportives ou récréatives demeure possible implique que ce type de circulation ne peut recevoir un traitement discriminatoire.

A.21. En ce qui concerne le cinquième moyen, l'interprétation avancée pour l'article 195 par les Gouvernements flamand et wallon est inconciliable avec les termes de cette disposition. Les « opérations d'exploitation de nature piscicole et cynégétique » auxquelles se réfère l'article 185 visent en réalité, respectivement, la pêche et la chasse sportives, de telle sorte qu'une discrimination est bien opérée entre les activités sportives ou récréatives et les autres activités de même nature qui ne bénéficient pas de cette dérogation.

— B —

Quant à la recevabilité du « mémoire en réponse ampliatif » déposé par les requérants

B.1. En date du 30 avril 1996, les requérants ont déposé un « mémoire en réponse ampliatif »; le délai prescrit par l'article 89 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage pour le dépôt d'un mémoire en réponse ayant expiré le 25 mars 1996, le mémoire précité est irrecevable et est écarté des débats.

Quant à la recevabilité du recours

En ce qui concerne la première partie requérante, l'a.s.b.l. Codever Belgium

B.2.1. Lorsqu'une association sans but lucratif se prévaut d'un intérêt collectif, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que cet intérêt ne soit pas limité aux intérêts individuels des membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter l'objet social; que celui-ci soit réellement poursuivi, ce qui doit ressortir d'activités concrètes et durables de l'association, aussi bien dans le passé que dans le présent.

B.2.2. L'objet social de la première partie requérante, l'a.s.b.l. Codever Belgium, est défini comme suit à l'article 4 de ses statuts :

« L'association a pour objet la promotion et la défense des activités et loisirs de nature, utilisant ou non un moyen de locomotion quel qu'il soit. Dans ce but, l'association pourra notamment organiser ou participer à l'organisation de foires, expositions, salons ou toute autre manifestation sportive, culturelle, médiatique, tant nationale que régionale ou locale. Elle pourra organiser des rallyes, balades, concentrations, ou autres activités similaires. Elle émettra conseils et recommandations pour tout ce qui concerne l'usage des chemins publics. L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet, tel que défini ci-dessus. Elle pourra prêter son concours, s'intéresser sous quelque forme que ce soit et s'affilier à toute organisation qui poursuit totalement ou partiellement un but analogue. »

B.2.3. L'association requérante remplit les conditions précitées. Son objet social est distinct de l'intérêt général et n'apparaît pas limité à la défense des intérêts individuels de ses membres. En ce que cet objet social vise l'organisation de « rallyes, balades, concentrations ou autres activités similaires », il est susceptible d'être affecté par le décret entrepris. Enfin, même si cette requérante admet que l'aspect précité de son objet social n'a pas encore été mis en oeuvre, les éléments qu'elle avance dans son mémoire en réponse établissent suffisamment le caractère durable de son activité et ne permettent pas de considérer qu'elle a défini son objet social dans le but de se rendre recevable à attaquer le décret litigieux.

En ce qui concerne les deuxième et troisième requérants, D. Naveau et P. Delwiche

B.3.1. Dans leur requête, D. Naveau et P. Delwiche invoquent, entre autres arguments, pour justifier leur intérêt, leur qualité d'adeptes de randonnées, notamment motorisées, en forêt. P. Delwiche allègue en outre qu'il exploite un commerce de « motos tout terrain ».

B.3.2. La qualité d'adeptes de randonnées, notamment motorisées, en forêt, invoquée par D. Naveau et P. Delwiche est établie par diverses pièces jointes au mémoire en réponse. Leur situation, en cette qualité, est susceptible d'être affectée directement et défavorablement par un décret qui, entre autres objets, interdit l'accès des véhicules à moteur en dehors des routes et des aires balisées à cet effet. Leur recours est recevable.

Quant au fond

B.4. A l'appui de leur requête, les requérants invoquent cinq moyens. Les trois premiers moyens sont pris de la violation de règles de compétence et les deux derniers sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Quant aux moyens pris de la violation des règles de compétence

En ce qui concerne le premier moyen

B.5. Le premier moyen, visant l'ensemble du décret, est pris de la violation des articles 35, 39 et 134 de la Constitution et des articles 6, § 1<sup>er</sup>, II, 1<sup>o</sup>; 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>; 6, § 4, 3<sup>o</sup>; 10 et 19, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Selon les requérants, le décret instaure une réglementation de la circulation des piétons, cyclistes, skieurs, conducteurs d'animaux de trait, de charge ou de monture ainsi que des véhicules à moteur sur les voies publiques, dans les bois et forêts, alors que, d'une part, la police de la circulation routière est demeurée une compétence fédérale en vertu de l'article 6, § 4, de la loi spéciale et que, d'autre part, l'adoption du décret n'est pas « nécessaire » au sens de l'article 10 de la loi spéciale précitée.

B.6. Le décret du 16 février 1995 règle l'accès des bois et forêts et la circulation dans ceux-ci, tantôt sur les routes, chemins et sentiers et sur les aires balisées à cet effet, tantôt sur certains d'entre eux, tantôt en dehors de ces lieux.

Selon l'exposé des motifs (Doc., Conseil régional wallon, 1994-1995, 272, n<sup>o</sup> 22; S.E. 1992, 17, n<sup>o</sup> 2; S.E. 1992, 52, n<sup>o</sup> 2bis), le décret poursuit essentiellement deux objectifs :

« — un objectif de conservation de la nature, rencontré par l'exclusion des véhicules à moteur des chemins, à l'article 194, et par la protection de l'écosystème forestier, à l'article 189;

— un objectif d'une approche plus harmonieuse de la forêt et, par là, du développement d'un tourisme de qualité :

- + en instaurant pour les voiries publiques une accessibilité d'autant plus grande que le moyen de locomotion est compatible avec l'environnement, les piétons ayant accès aux routes, chemins et sentiers, les cyclistes, skieurs et cavaliers aux routes et chemins et les véhicules à moteur aux routes (articles 192 à 194);

- + en donnant au Gouvernement wallon les moyens législatifs d'organiser un système de balisage des routes, chemins, sentiers et aires pour les forêts wallonnes (articles 196 à 199), balisage pouvant servir également de système de dérogation ponctuelle. »

B.7. L'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993, attribue aux régions la compétence de régler :

« 1<sup>o</sup> [...] »

2<sup>o</sup> la protection et la conservation de la nature, à l'exception de l'importation, de l'exportation et du transit des espèces végétales non indigènes, ainsi que des espèces animales non indigènes et de leurs dépouilles;

3° [...]

4° les forêts;

[...]

En transférant aux régions la compétence en matière de protection et de conservation de la nature et en matière de forêts, le Constituant et le législateur spécial ont attribué aux régions, sous réserve de l'exception indiquée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup> *in fine*, toute la compétence d'édicter les règles propres à ces matières et ce sans préjudice de leur recours, au besoin, à l'article 10 de la loi spéciale.

B.8. Un décret qui, de façon générale, a pour objet de protéger l'écosystème forestier, notamment en interdisant l'accès aux bois et forêts en dehors des routes, chemins et sentiers qui les desservent et en modulant l'usage de ces voiries en fonction de la perturbation qu'apporte à cet écosystème chacun des modes de locomotion utilisés, s'inscrit dans le cadre de la compétence régionale en matière de forêts ainsi qu'en matière de protection et de conservation de la nature.

B.9. Il y a lieu de vérifier toutefois si le décret, dans la mesure où il règle la circulation dans les bois et forêts, peut également être justifié par la double compétence régionale précitée.

B.10.1. L'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

" Les Gouvernements seront associés :

[...]

3° à l'élaboration des règles de police générale et de la réglementation relative aux communications et aux transports [...];

[...]

Selon les travaux préparatoires de cette disposition (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 21), la " police générale " concerne les réglementations de police applicables aux divers modes de transport, telles que :

- la police de la circulation routière;
- le règlement général des voies navigables;
- le règlement de police sur les chemins de fer;
- la police sur le transport de personnes par tram, pré-métro, métro, autobus et autocar;
- la police de la navigation maritime et de la navigation aérienne.

B.10.2. Il ressort de la combinaison des articles 6, § 1<sup>er</sup>, III, 2<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, et 6, § 4, 3<sup>o</sup>, précités, que les régions sont compétentes pour adopter l'ensemble des règles propres à la matière de la protection et de la conservation de la nature et à celle des forêts, mais que cette attribution de compétence ne comprend pas le pouvoir d'adopter les règles de police générale ou la réglementation relatives aux communications et aux transports — notamment les règles de police de la circulation routière —, compétence qui est demeurée fédérale même si les gouvernements de région doivent être associés à leur élaboration.

B.10.3. Par « police de la circulation routière », le législateur spécial se réfère à la matière qui était régie par, notamment, les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, et par l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière habilite le Roi à arrêter " les règlements généraux ayant pour objet la police de la circulation routière des piétons, des moyens de transport par terre et des animaux [...] ".

En exécution de cette habilitation a été adopté l'arrêté royal précité du 1<sup>er</sup> décembre 1975. Son article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, précise qu'il « régit la circulation sur la voie publique des piétons, des véhicules, ainsi que des animaux de trait, de charge et de monture et des bestiaux ». Son article 2 définit diverses notions, parmi lesquelles les termes « sentier », « chemin de terre » et « route pour automobiles ».

Son titre II précise les règles de circulation : l'article 9 régit la place des conducteurs — notamment les cyclistes, les conducteurs de cyclomoteurs et d'animaux de trait ou de monture — sur la voie publique; l'article 22 réserve, sauf exception, la circulation sur les routes pour automobiles aux véhicules à moteur; l'article 43 a trait aux conducteurs de bicyclettes et de cyclomoteurs et l'article 55 aux conducteurs d'animaux.

Le titre III de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 a trait, quant à lui, à la signalisation routière. Dans ce titre, l'article 68 précise les signaux d'interdiction, parmi lesquels figure, en particulier, l'interdiction d'accès des conducteurs de véhicules à moteur à plus de deux roues (signal C5), des motocyclettes, cyclomoteurs et cycles (C7, C9 et C11), des cavaliers (C15) et des piétons (C19).

B.10.4. Il résulte de ce qui précède que la police de la circulation routière, demeurée de la compétence fédérale, inclut notamment les règles qui définissent les voies publiques, celles qui précisent les catégories d'usagers pouvant ou ne pouvant emprunter les voies publiques ainsi que les règles qui ont trait à la signalisation relative aux objets précités.

B.10.5. En ce qu'il définit les notions de sentier, chemin et route (article 185), précise les modes de locomotion qui y ont respectivement accès ou leur sont interdits (articles 193, 194 et 195) et y réglemente le balisage (articles 196 à 199), le décret régle des objets qui relèvent de la police de la circulation routière, au sens de l'article 6, § 4, 3<sup>o</sup>, de la loi spéciale. En ces dispositions, il empiète dès lors sur une compétence demeurée fédérale.

Il y a lieu toutefois de vérifier si l'exercice de la compétence régionale en matière de conservation de la nature et en matière de forêts ne nécessitait pas l'adoption des dispositions précitées du décret et si elles ne sont dès lors pas justifiées, sur le plan de la compétence, par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988.

B.11.1. Cet article 10 dispose :

« Les décrets peuvent porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles les Conseils ne sont pas compétents, dans la mesure où ces dispositions sont nécessaires à l'exercice de leur compétence. »

Conformément à cette disposition, les régions peuvent régler une matière qui relève de la compétence de l'Etat, soit en vertu d'une réserve expresse formulée par les règles répartitrices de compétences, soit sur la base de sa compétence résiduaire. Pour être compatible avec le régime des compétences exclusives institué par la loi spéciale, le recours à l'article 10 de cette loi n'est cependant admissible qu'à la double condition que la matière réservée se prête à un règlement différencié et que l'incidence sur cette matière réservée ne soit que marginale.

B.11.2. Les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale sont, en l'espèce, réunies.

B.11.3. D'une part, il apparaît que le législateur wallon a pu, légitimement, estimer nécessaire de réglementer la circulation, notamment celle des engins motorisés, sur les voies qui desservent les bois et forêts, afin d'exercer sa compétence de protection des bois et forêts.

B.11.4. D'autre part, la matière ainsi réglée se prête à un traitement différencié et l'empiètement peut être considéré comme marginal.

En effet, le législateur spécial savait, au moment où la loi spéciale précitée a été adoptée, que les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968, prévoyaient déjà, en leur article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, la possibilité pour le ministre de l'Agriculture d'adopter des règlements complémentaires pour les « routes et



chemins forestiers, ouverts à la circulation publique, situés dans les forêts de l'Etat, les réserves naturelles ou forestières », de telle sorte que, antérieurement à l'adoption du décret en cause, une réglementation spécifique de la circulation sur les voies publiques situées dans les bois et forêts était déjà prévue.

La Cour relève en outre que, en vertu de l'article 186, 1<sup>o</sup>, nouveau, du Code forestier, inséré par l'article 1<sup>er</sup> du décret, ce Code ne s'applique pas aux routes qui permettent aisément le croisement de deux véhicules automobiles sur toute leur longueur. Il s'ensuit que le décret ne réglemente essentiellement la circulation que sur des voies d'importance secondaire.

B.12. Il résulte de ce qui précède que le législateur décretaal trouve sa compétence dans l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, pour ce qui est des dispositions du décret qui concernent la circulation routière.

Le premier moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le deuxième moyen*

B.13.1. Le deuxième moyen est dirigé contre l'article 1<sup>er</sup> du décret du 16 février 1995, en ce qu'il introduit des articles 193, 194 et 195 dans le Code forestier. Ce moyen est pris de la violation des articles 35, 39 et 134 de la Constitution et des articles 6, § 4, 3<sup>o</sup>, et 7 de la loi spéciale, en ce que les dispositions précitées du décret institueraient une tutelle administrative sur des actes relevant de la compétence du pouvoir fédéral et pour lesquels le législateur fédéral a organisé une tutelle spécifique.

B.13.2. L'article 195 prévoit que les dérogations aux interdictions de circulation édictées par les articles 193 et 194 doivent être soumises à l'approbation de la députation permanente ou du Gouvernement wallon, selon que les bois et forêts en cause appartiennent, respectivement, à une commune ou un établissement public d'une part, ou à une province, d'autre part.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 195 résultent d'un amendement déposé en Commission (*Doc.*, Conseil régional wallon, précité, p. 22, et doc. 272, 1994-1995, n<sup>o</sup> 8); il ressort de la justification donnée à cet amendement que le législateur décretaal, en l'adoptant, a entendu faire en sorte que puisse être contrôlée l'opportunité des dérogations aux articles 193 et 194, projetées par les autorités administratives habilitées à cette fin.

B.13.3. Le décret du 16 février 1995 s'applique à tous les bois et forêts situés en Région wallonne, y compris à ceux appartenant aux communes, provinces et établissements publics visés à l'article 195 et quelle que soit par ailleurs la localisation régionale de ces autorités. Cet article 195, par l'approbation qu'il prévoit en ses alinéas 2 et 3, n'organise pas une mesure de tutelle administrative sur les communes, provinces et établissements publics propriétaires de bois et forêts, mais établit un contrôle de l'affectation de ceux-ci — appartenant au patrimoine forestier wallon —, destiné à s'assurer que l'étendue des dérogations octroyées par les autorités précitées dans le cadre des articles 193 et 194 ne met pas en échec les interdictions portées par ces dispositions, et plus généralement l'économie du décret. Une mesure de tutelle spécifique ne rencontrerait d'ailleurs pas l'objectif du législateur régional wallon dans la mesure où elle ne s'appliquerait pas à l'ensemble des bois et forêts appartenant aux communes, provinces et établissements publics.

B.13.4. Dès lors qu'il a été établi, lors de l'examen du premier moyen, que le législateur régional était compétent pour adopter les articles 193 et 194, qui réglementent la circulation sur les chemins et les routes situés dans les bois et forêts, il s'ensuit qu'il était également compétent, par identité de motifs, pour instituer un contrôle des dérogations aux règles de circulation applicables à ces chemins et routes.

Le deuxième moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le troisième moyen*

B.14.1. Le troisième moyen, dirigé contre l'ensemble du décret, est pris de la violation de l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980. Certaines des forêts situées en Région wallonne n'étant que des parties de forêts qui s'étendent sur le territoire de plusieurs régions, la disposition spéciale visée au moyen serait violée, dès lors que la concertation qu'elle prescrit n'aurait eu lieu ni avec la Région de Bruxelles-Capitale, ni avec la Région flamande.

B.14.2. L'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les Gouvernements concernés devront se concerter en ce qui concerne :

1<sup>o</sup> les dispositions spécifiques relatives aux forêts situées sur le territoire de plus d'une Région;

[...]. »

B.14.3. Comme il ressort des travaux préparatoires de cette disposition (*Doc.*, Sénat, S.E. 1979, n<sup>o</sup> 261/2, pp. 115 et 116), celle-ci trouve son origine non pas dans l'arrêté royal du 6 juillet 1979 « délimitant les matières concernant la chasse, la pêche et les forêts où une politique régionale différenciée se justifie » mais bien dans l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1975 « délimitant, parmi les attributions du Ministère de l'Agriculture, les matières où une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie », tous deux pris en exécution de la loi du 1<sup>er</sup> août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution, modifiée par les lois des 19 juillet 1977 et 5 juillet 1979. L'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1975 disposait en effet :

« Les mesures législatives et réglementaires doivent être arrêtées de commun accord entre le Ministre de l'Agriculture et

1. [...];

2. les Ministres et Secrétaires d'Etat régionaux concernés qui ont les forêts dans leurs attributions, pour les forêts se trouvant sur le territoire de plus d'une région;

3. [...]. »

Si l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale a substitué à un commun accord prévu par l'arrêté royal précité l'exigence d'une simple concertation entre les gouvernements de région, il n'en reste pas moins que l'objet de cette concertation doit être interprété à la lumière de ce qui précède. Les « dispositions spécifiques » visées par l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, sont dès lors les dispositions régionales appelées à être appliquées à des bois et forêts qui dépassent les limites de la région qui les édicte.

Il s'ensuit que, dès lors qu'une région projette d'adopter des dispositions susceptibles de s'appliquer à des bois et forêts dont les limites excèdent celles du territoire régional, elle doit se concerter préalablement avec la ou les autres autorités régionales concernées.

B.14.4. Le décret du 16 février 1995 s'applique à l'ensemble des bois et forêts wallons, comme le confirme notamment l'intitulé du titre XIV inséré, par l'article 1<sup>er</sup> du décret, dans le Code forestier : « De la circulation dans les bois et forêts en général en Région wallonne ». Il s'applique donc aussi aux bois et forêts dont les limites excèdent celles de la Région wallonne, en ce qui concerne leur partie localisée dans cette région. En ce qu'il s'applique à ces bois et forêts, le décret entrepris aurait dû faire l'objet d'une concertation avec les autres autorités régionales concernées.

Selon les requérants, cette concertation n'a pas eu lieu; la Cour constate que le Gouvernement wallon n'établit pas, et même ne soutient pas, qu'une telle concertation ait eu lieu préalablement à l'adoption du décret du 16 février 1995. Il s'ensuit que l'article 6, § 2, 1<sup>o</sup>, de la loi spéciale a été violé.

Le décret litigieux doit être annulé en tant qu'il s'applique à des parties de forêts situées sur le territoire de plusieurs régions.

*Quant aux moyens pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution**En ce qui concerne le quatrième moyen*

B.15.1. Ce moyen est dirigé contre les articles 193 et 194, insérés dans le Code forestier par l'article 1<sup>er</sup> du décret. Ces dispositions seraient discriminatoires, en ce qu'elles autorisent le Gouvernement wallon à déroger, pour diverses raisons, aux règles de circulation qu'elles édictent chacune en leur alinéa 1<sup>er</sup>, sans inclure parmi ces raisons l'exercice d'une activité récréative ou sportive.

B.15.2. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.15.3. Comme il a été relevé au B.6, le législateur régional, par l'adoption du décret entrepris, poursuivait en particulier un objectif de protection de la nature et de l'écosystème forestier.

A cette fin, il a institué, aux articles 192, 193 et 194, une accessibilité aux voies publiques desservant les bois et forêts d'autant plus grande que le mode de locomotion utilisé était jugé plus compatible avec les objectifs poursuivis : en substance, les piétons sont autorisés à circuler sur les routes, chemins et sentiers, les utilisateurs autres que les véhicules à moteur sur les chemins et les routes tandis que la circulation des véhicules à moteur est limitée aux seules routes. A ces règles générales, de nature à atteindre les objectifs d'intérêt général qu'il poursuivait, le législateur régional a pu estimer nécessaire de pouvoir déroger lorsque des considérations, tenant elles aussi à l'intérêt général, le justifiaient. S'analysent comme telles les raisons médicales, pédagogiques, scientifiques, culturelles et de protection de la nature que visent les alinéas 2 des articles 193 et 194. A l'inverse, les activités récréatives et sportives avancées par les requérants poursuivent la satisfaction d'un intérêt exclusivement privé, que le législateur a pu dès lors considérer comme ne justifiant pas une dérogation contraire à son objectif de protection des bois et forêts.

La Cour relève en outre que cette différence de traitement n'est pas disproportionnée aux buts poursuivis dès lors que, d'une part, des activités récréatives et sportives du type de celles pratiquées par les requérants peuvent s'exercer mais en respectant les règles générales de circulation exposées ci-dessus — et ce de façon d'autant plus large qu'elles respectent le milieu forestier — et que, d'autre part, ces mêmes règles de circulation peuvent être aménagées dans le cadre du balisage prévu aux articles 196 à 199 nouveaux, insérés par l'article 1<sup>er</sup>, *in fine*, du décret entrepris.

B.15.4. Il résulte de ce qui précède que le quatrième moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le cinquième moyen*

B.16.1. Le dernier moyen est dirigé contre l'article 195, alinéa 1<sup>er</sup>, nouveau, inséré dans le Code forestier par l'article 1<sup>er</sup> du décret entrepris. Cette disposition serait discriminatoire en ce qu'elle prévoit que les articles 190 à 194 ne sont pas applicables aux personnes autorisées à exercer une activité de nature cynégétique et piscicole mais ne prévoit pas une telle exemption pour les personnes souhaitant circuler dans les bois à des fins sportives ou récréatives.

B.16.2. L'article 195, alinéa 1<sup>er</sup>, prévoit que les articles 190 à 194 nouveaux ne s'appliquent pas, entre autres, aux personnes autorisées à exercer une activité de gestion. Cette notion est définie à l'article 185, selon lequel sont ainsi visées « toutes les opérations d'administration, d'exploitation ou de surveillance de nature sylvicole, agricole, cynégétique, piscicole ou de conservation de la nature ».

B.16.3. Contrairement à ce qu'affirment les requérants, l'exception prévue à l'article 195, alinéa 1<sup>er</sup>, précité, ne vise ni les chasseurs ni les pêcheurs. Cette exception ne vaut que pour les seules personnes chargées des opérations d'administration, d'exploitation et de surveillance à des fins diverses.

Le cinquième moyen ne peut être admis.

Par ces motifs,

la Cour

— annule le décret de la Région wallonne du 16 février 1995 « modifiant le Code forestier par des dispositions particulières à la Région wallonne en ce qui concerne la circulation du public dans les bois et forêts en général », en tant qu'il s'applique à des parties de forêts situées sur le territoire de plus d'une région;

— rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 28 novembre 1996.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

## ARBITRAGEHOF

N. 96 — 2676

[C - 96/21341]

Arrest nr. 68/96 van 28 november 1996

Rolnummer 900

*In zake* : het beroep tot vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 houdende wijziging van het Boswetboek met aan het Waalse Gewest eigen bepalingen in verband met het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen, ingesteld door de v.z.w. Codever Belgium en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, J. Delruelle, G. De Baets en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 10 november 1995 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 13 november 1995, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 houdende wijziging van het Boswetboek met aan het Waalse Gewest eigen bepalingen in verband met het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 mei 1995), door de v.z.w. Codever Belgium, met maatschappelijke zetel te 4630 Micheroux-Soumagne, rue du Marais 9, D. Naveau, wonende op hetzelfde adres, en P. Delwiche, wonende te 5100 Wépion, chaussée de Dinant 966.

## II. De rechtspleging

Bij beschikking van 13 november 1995 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 12 december 1995 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1995.

Memories zijn ingediend door :

— de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 24 januari 1996 ter post aangetekende brief;

— de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 29 januari 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 21 februari 1996 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— de Waalse Regering, bij op 19 maart 1996 ter post aangetekende brief;

— de verzoekende partijen, bij op 21 maart 1996 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben één document met opschrift "toelichtende memorie van antwoord" ingediend bij op 30 april 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 25 april 1996 en 22 oktober 1996 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 10 november 1996 en 10 juni 1997.

Bij beschikking van 10 juli 1996 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 24 september 1996.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 11 juli 1996 ter post aangetekende brieven.

Bij beschikking van 10 september 1996 heeft de voorzitter in functie vastgesteld dat rechter-verslaggever L.P. Suetens, overleden op 2 september 1996, in die hoedanigheid is vervangen door rechter G. De Baets;

Op de openbare terechtzitting van 24 september 1996 :

— zijn verschenen :

· Mr. P. Goffaux, advocaat bij de balie te Brussel, *loco* Mr. L. Simont, advocaat bij het Hof van Cassatie, voor de verzoekende partijen;

· Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Regering;

· Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers R. Henneuse en G. De Baets verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

## III. De in het geding zijnde bepalingen

Het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 "houdende wijziging van het Boswetboek met aan het Waalse Gewest eigen bepalingen in verband met het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen" omvat vijf artikelen.

"Artikel 1. Na artikel 184 van de wet van 18 december 1854 houdende het Boswetboek, worden de volgende artikelen ingevoegd :

« Titel XIV — Verkeer in de bossen en wouden van het Waalse Gewest in het algemeen

Sectie 1 — Algemene bepalingen

Artikel 185. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

— voetganger : iedere persoon die zich te voet verplaatst, iedere persoon met beperkte beweeglijkheid die zich in een rolstoel verplaatst en wielrijders van minder dan 9 jaar oud;

— pad : smalle openbare weg waarvan de breedte de voor het voetgangersverkeer nodige breedte niet overschrijdt;

— weg : openbare weg die breder is dan een pad en die niet bestemd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;

— baan : openbare weg waarvan de ondergrond aangelegd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen;

— plaats : afgebakend gebied bestemd voor de ontvangst van voetgangers, het tijdelijk parkeren van voertuigen, de uitoefening van sommige ontspanningsactiviteiten en het bivak;

— bivak : het tijdelijk kamperen in de open lucht;

— beheersactiviteiten : alle bestuurs-, exploitatie- of toezichtsverrichtingen i.v.m. bosbouw, landbouw, jacht, visserij of natuurbehoud;

— natuurbehoud : in de zin van artikel 1 van de wet op het natuurbehoud, de bescherming van de flora en de fauna, hun gemeenschappen en groeiplaatsen, evenals van de grond, de ondergrond, het water en de lucht.

Artikel 186. Deze titel reglementeert het verkeer in de al dan niet aan de bosregeling onderworpen bossen en wouden, met uitzondering van :

1° andere wegen dan de ruilverkavelingswegen, waarop twee motorvoertuigen over hun gehele lengte gemakkelijk naast elkaar voorbij kunnen;

2° de natuur- en bosreservaten, behalve wat de voor het publiek toegankelijke banen, wegen en paden betreft.

Artikel 186bis. De Regering kan, hetzij per gemeente, hetzij per bosgroepering, een adviescommissie instellen die met name bestaat uit de eigenaars, de gebruikers en de verenigingen voor natuurbehoud.

De Regering bepaalt de wijze van instelling van de adviescommissie.

Artikel 187. Behalve wettige redenen is elke verrichting verboden die de rust in het woud stoort, het gedrag van de wilde dieren in de war brengt of de interacties tussen levende wezens, dieren en planten en hun natuurlijk milieu schade berokkent.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 200 F.

Artikel 188. De Regering kan, volgens de door haar bepaalde modaliteiten, het verkeer in bossen en wouden beperken of verbieden om redenen van natuurbehoud, jacht, visserij, toerisme en bos- en woudbeheer.

Overtredingen van de uitvoeringsbesluiten van deze bepaling worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 F.

Artikel 189. Wat de beheersactiviteiten betreft, kan de Regering, om redenen van natuurbehoud, de technische voorwaarden vaststellen die auto's en werktuigen moeten vervullen om in bossen en wouden buiten de openbare wegen te mogen rijden, alsook de voorwaarden voor het gebruik ervan.

Overtredingen van de uitvoeringsbesluiten van deze bepaling worden gestraft met een geldboete van 100 tot 200 F.

*Sectie 2. — Bijzondere bepalingen voor sommige vervoerwijzen of activiteiten*

Artikel 190. Honden en andere gezelschapsdieren moeten aan de lijn gehouden worden.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 25 F.

Artikel 191. Het bivak is verboden buiten de daarvoor bestemde plaatsen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 26 tot 50 F.

Artikel 192. Behalve wettige redenen is de toegang voor voetgangers verboden buiten de banen, wegen, paden of de daartoe afgebakende plaatsen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 5 tot 25 F.

De geldboete wordt van 100 tot 200 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 193. De toegang voor wielrenners, skiërs en hoeders van trek-, last- of rijdieren is verboden buiten de banen, wegen, paden of de daartoe afgebakende plaatsen.

Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering wielrenners, skiërs en hoeders van trek-, last- of rijdieren, toegang verlenen tot de paden en plaatsen die niet in het eerste lid vermeld zijn. Ze kan zulks doen om medische, pedagogische, wetenschappelijke, kulturele redenen, omwille van natuurbescherming of om toegang tot privé-eigendommen te verlenen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 F.

De geldboete wordt van 200 tot 300 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 194. De toegang voor motorvoertuigen is verboden buiten de banen of de daartoe afgebakende plaatsen.

Onder de door haar bepaalde voorwaarden kan de Regering motorvoertuigen toegang verlenen tot de wegen, paden en plaatsen die niet in het eerste lid vermeld zijn. Ze kan zulks doen om medische, pedagogische, wetenschappelijke, kulturele redenen, omwille van natuurbescherming of om toegang tot privé-eigendommen te verlenen.

Overtredingen van dit artikel worden gestraft met een geldboete van 50 tot 200 F.

De geldboete wordt van 500 tot 5 000 F verhoogd voor de organisator van een groepsactiviteit uitgeoefend in overtreding van dit artikel.

Artikel 195. De artikelen 190 tot 194 zijn niet van toepassing op de eigenaar, op zijn rechthebbenden en op personen die een beheersactiviteit mogen uitoefenen.

In de bossen en wouden waarvan de eigenaar een gemeente of een openbare instelling is, mogen de in de artikelen 193 en 194 bedoelde vrijstellingen pas na goedkeuring van de bestendige deputatie van de provincieraad verleend worden, het Bosbestuur gehoord.

In de bossen en wouden waarvan de eigenaar een provincie is, mogen de in de artikelen 193 en 194 bedoelde vrijstellingen pas na goedkeuring van de Waalse Regering verleend worden, het Bosbestuur gehoord.

*Sectie 3. — Bijzondere bepalingen voor de bebakening*

Artikel 196. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de bebakening van banen, wegen, paden en plaatsen in bossen en wouden.

Artikel 197. De voortdurende of tijdelijke bebakening van een pad waarop het verkeer van de in artikel 193 bedoelde gebruikers is toegelaten, is aan een machtiging onderworpen.

De bebakening van een weg of een pad waarop het verkeer van de in artikel 194 bedoelde gebruikers is toegelaten, is aan een machtiging onderworpen. Behalve om gebruiksredenen mag de machtiging slechts tijdelijk worden afgegeven.

De permanente of tijdelijke aanduiding van een plaats is aan een machtiging onderworpen.

De Regering bepaalt de machtigingsprocedures en wijst de bevoegde overheid aan die de machtiging moet verlenen.

Artikel 198. De in artikel 197 bedoelde machtigingen kunnen van bijzondere voorwaarden voorzien worden. Ze kunnen ieder ogenblik door de bevoegde overheid of de eigenaar ingetrokken worden.

Artikel 199. Degene die zonder machtiging bakens plaatst of handhaaft, die ze op de één of andere manier opzettelijk vernielt of beschadigt, wordt gestraft met een geldboete van 50 F.

Art. 2. In artikel 122 van het Boswetboek, gewijzigd bij artikel 1 van het decreet van 26 november 1987, worden de woorden "rijwielen of ski's" tussen de woorden "bromfietsen" en "van de schuldige" ingevoegd.

Art. 3. § 1. De artikelen 165, 166 en 170 van het Boswetboek worden opgeheven vanaf de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. Artikel 169 van het Boswetboek wordt met het volgende punt aangevuld :

\* 5° Voor de in titel XIV bedoelde overtredingen, als de overtreder een kap- of uitdelvingswerktuig of een wapen bij zich heeft, of als de overtreding tussen 1 maart en 30 juni wordt begaan.

Art. 4. Titel XIV " Toelagen van het Waalse Gewest " wordt Titel XV van het Boswetboek.

Artikel 185 wordt artikel 200 van hetzelfde Wetboek.

Art. 5. Dit decreet wordt van kracht op 1 januari 1996. "

IV. In rechte

— A —

*Verzoekschrift*

A.1. Rekening houdend met het maatschappelijk doel van de eerste verzoekende partij, is zij ontvankelijk om voor het Hof een decreet aan te vechten dat de mogelijkheid beperkt om trektochten te organiseren in de bossen. De twee andere verzoekers zijn leden van de vereniging zonder winstoogmerk, eerste verzoekende partij, en zijn grote amateurs van trektochten, en meer bepaald gemotoriseerde trektochten, in het bos. De derde verzoeker exploiteert bovendien een handelszaak in terreinmotorfietsen.

A.2. Ter staving van het beroep worden vijf middelen aangevoerd. De eerste drie zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsregels (A.3 tot A.5) en de andere twee zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (A.6 en A.7).

*Wat betreft de schending van de bevoegdheidsregels*

A.3.1. Het eerste middel is gericht tegen het decreet van 16 februari 1995 in zijn geheel. Het is afgeleid uit de schending van de artikelen 35, 39 en 134 van de Grondwet alsook uit de schending van de artikelen 6, § 1, II, 1<sup>o</sup>; 6, § 1, III, 2<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>; 6, § 4, 3<sup>o</sup>; 10 en 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

A.3.2. Het in het geding zijnde decreet regelt het verkeer van de voetgangers, fietsers, skiërs, hoeders van dieren en bestuurders van motorvoertuigen in de bossen, niet alleen buiten de openbare weg maar ook op de openbare weg. Doordat het toepassingsgebied ervan aldus wordt uitgebreid, maakt het decreet inbreuk op het domein van het wegverkeer in de zin van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 en van het koninklijk besluit van 1 december 1975, een domein dat tot de bevoegdheid van de federale wetgever is blijven behoren. Bovendien de ontstentenis van bevoegdheidstoeiwijzing aan de gewesten ter zake, blijkt dit op impliciete wijze uit artikel 6, § 4, 3<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, waarbij aan de federale Staat de verplichting wordt opgelegd de gewestregeringen te betrekken bij het ontwerpen van de regels van de algemene politie inzake verkeers- en vervoermiddelen, waartoe de regels van het wegverkeer behoren.

A.3.3. Tijdens de parlementaire voorbereiding van het decreet was de wetgever zich bewust van die inbreuk, en de drie bevoegdheidsgronden die tijdens de genoemde voorbereiding werden aangevoerd, blijken om de volgende redenen betwistbaar.

Ten eerste werd de bevoegdheid van de gewesten inzake bossen, natuurbescherming en natuurbehoud slechts aangevoerd wat betreft het verkeer buiten de openbare wegen.

Ten tweede bepaalt artikel 3 van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer dat de Minister van Landbouw aanvullende maatregelen kan vaststellen die betrekking hebben op voor het openbaar verkeer openstaande wegen in Staatsbossen, natuur- en bosreservaten: die bevoegdheidsgrond is inadequaat, aangezien de woorden « aanvullende reglementen » er duidelijk op wijzen dat « geen overdracht van wetgevende bevoegdheid maar de toekenning van een gewone uitvoerende verordeningbevoegdheid » wordt bedoeld.

Ten derde, wat betreft de impliciete bevoegdheden die op artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn gebaseerd, ontbreken de drie voorwaarden welke, volgens de rechtspraak van het Hof, die bepaling vereist.

Allereerst ontbreekt de noodzakelijkheidsvoorwaarde, vermits andere oplossingen voorhanden waren om de door de decreetgever nagestreefde doelstelling te bereiken, met name het afsluiten van een samenwerkingsakkoord.

Vervolgens kan de inbreuk die door het decreet wordt gemaakt, niet marginaal worden genoemd. Naast het feit dat het duizenden kilometers openbare weg betreft, verloopt het een heel andere economie dan die van het verkeersreglement op het stuk van de bebakening: zoals ze wordt geregeld in de artikelen 196 tot 199 van het decreet, brengt die bebakening geen verbodsbepalingen tot uitdrukking, maar integendeel afwijkingen van de in het decreet vervatte verbodsbepalingen. Er dient bijgevolg van uit te worden gegaan dat het decreet de federale wetgeving inzake het wegverkeer impliciet wijzigt.

Ten slotte is de politie over het wegverkeer een aangelegenheid die zich moeilijk tot een gedifferentieerde regeling leent; aldus beogen verscheidene internationale overeenkomsten de verschillende nationale wet- en regelgevingen eenvormig te maken.

A.4. Het tweede middel, gericht tegen artikel 1 van het decreet doordat het de artikelen 193, 194 en 195 in het Boswetboek invoert, is afgeleid uit de schending van de artikelen 35, 39 en 134 van de Grondwet en de artikelen 6, § 4, 3<sup>o</sup>, en 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Doordat het in de goedkeuring voorziet, door de bestedige deputatie of de Waalse Regering, van vrijstellingen betreffende de bossen die respectievelijk aan de gemeenten en de provincies toebehoren, schendt het decreet artikel 7 van de bijzondere wet: die bepaling sluit immers uit dat het gewest een bestuurlijk toezicht organiseert voor de handelingen die onder de federale bevoegdheid vallen en waarvoor de federale wetgever een specifiek toezicht heeft georganiseerd, hetgeen is gebeurd in de artikelen 2 en volgende van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer.

A.5. Het derde middel, gericht tegen het decreet in zijn geheel, is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Aangezien de Waalse bossen zich op talrijke plaatsen uitstrekken tot buiten het grondgebied van het Waalse Gewest — zoals het Zoniënwoud — legde de voormelde bijzondere bepaling een overleg met de twee andere gewesten op, dat echter niet heeft plaatsgevonden.

*Wat betreft de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet*

A.6. Het vierde middel is gericht tegen artikel 1 van het decreet, doordat het de nieuwe artikelen 193 en 194 in het Boswetboek invoegt. Doordat het tweede lid van elk van die twee artikelen op verscheidene gronden afwijkingen toestaat zonder daarbij in de mogelijkheid te voorzien om een sport- of ontspanningsactiviteit te beoefenen, wordt een onderscheid ingesteld dat ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet kan worden verantwoord, rekening houdend met de door de wetgever nagestreefde doelstelling van natuurbehoud en bescherming van de bossen.

A.7. Het vijfde middel, dat eveneens is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is gericht tegen artikel 1 van het decreet, doordat het een nieuw artikel 195 in het Boswetboek invoegt. Doordat dat artikel bepaalt dat de artikelen 190 en 194 niet van toepassing zijn op personen die een activiteit in verband met jacht en visserij mogen uitoefenen, zonder in diezelfde vrijstelling te voorzien voor tochten met sport- of ontspanningsdoelinden, stelt het een onderscheid in dat niet kan worden verantwoord ten aanzien van de voormelde grondwettelijke bepalingen.

*Memorie van de Vlaamse Regering*

A.8.1. Het in het geding zijnde decreet, dat ertoe strekt de bossen te beschermen tegen « de buitensporigheden van verschillende productieve, recreatieve en sportieve activiteiten », streeft meer concreet twee oogmerken na. Enerzijds, een oogmerk van natuurbehoud, waaraan met name tegemoet wordt gekomen door het uitsluiten van motorvoertuigen op de wegen (artikel 194) en, anderzijds, een meer harmonische benadering van het bos en de ontwikkeling van een kwaliteitstoerisme, door de openbare wegen des te toegankelijker te maken naarmate het vervoermiddel het leefmilieu respecteert.

A.8.2. Wat betreft het eerste middel, moet de grondslag van het decreet in artikel 6, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 worden gevonden, over het geheel genomen in de bij II, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>; III, 2<sup>o</sup> tot 6<sup>o</sup>; VI, 5<sup>o</sup>, en X, 2<sup>o</sup> bis, van die bepaling aan de gewesten toegewezen bevoegdheidsgronden. Ongeacht welke van die gronden in aanmerking dient te worden genomen, is er dus geen reden om een beroep te doen op de impliciete bevoegdheden waarin artikel 10 van de bijzondere wet voorziet. Bovendien staat het noch aan de verzoekende partijen de opportuniteit te bekritisseren van de middelen die de wetgever heeft gekozen om zijn doelstellingen te bereiken, noch staat het aan het Hof daarover te oordelen.

Wat betreft het uit artikel 6, § 4, 3<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 afgeleide argument, heeft het decreet in de eerste plaats geen betrekking op de politie over het wegverkeer: die heeft immers, volgens het Hof van Cassatie, tot voorwerp het instandhouden van de wegen en de verkeersveiligheid, zowel van de gebruikers van de wegen als van de vervoerde personen, een dubbel voorwerp waaraan het bestreden decreet vreemd is. Uit de voormelde bijzondere bepaling kan overigens geen enkele voorbehouden federale bevoegdheid inzake de politie over het wegverkeer worden afgeleid, die hoe dan ook restrictief zou moeten worden geïnterpreteerd. Aangezien ten slotte enkel de algemene verkeerspolitie bedoeld wordt, ontsnapt aan dat begrip de bij het decreet georganiseerde bijzondere verkeerspolitie — in zoverre ze enkel de bossen van het Waalse Gewest beoogt.

A.8.3. Wat betreft het tweede middel (onregelmatig toezicht van het Gewest), impliceert het feit dat om de hiervoor vermelde redenen het decreet onder de bevoegdheid van het Gewest valt, eveneens de bevoegdheid van het Gewest om een specifiek toezicht op de ter zake genomen beslissingen van de gedecentraliseerde overheden te organiseren, een

bevoegdheid die in artikel 7 van de bijzondere wet alleen maar bevestigd wordt. Bovendien mist het middel feitelijke grondslag: artikel 2 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer heeft geenszins een specifiek toezicht georganiseerd op de in artikel 195 van het Boswetboek bedoelde beslissingen, aangezien die geen aanvullende verkeersreglementen vormen, die niet noodzakelijkerwijze van gemeenteraden uitgaan en niet noodzakelijkerwijze betrekking hebben op openbare wegen.

A.8.4. Het derde middel (ontstentenis van overleg voor de niet uitsluitend Waalse bossen) lijkt contradictorisch, aangezien artikel 6, § 2, 1°, waarvan de schending wordt aangevoerd, veronderstelt dat men te maken heeft met een bepaling betreffende de bossen, die dus onder de bevoegdheid van de gewesten valt, wat precies door de verzoekende partijen in hun eerste middel wordt betwist. Ten gronde moet worden betoogd dat dat middel ongegrond is, vermits artikel 6, § 2, 1°, slechts de specifieke bepalingen beoogt, wat het in het geding zijnde decreet niet omvat; het is van algemene aard, vermits het per definitie van toepassing is op alle bossen van het Waalse Gewest.

A.8.5. Het vierde middel (mogelijkheden van discriminerende afwijkingen) mist feitelijke grondslag. Aangezien recreatie en sport deel uitmaken van het begrip cultuur, kunnen zij in aanmerking worden genomen als « culturele redenen » om de afwijkingen te verlenen waarin het tweede lid van elk van de artikelen 193 en 194 voorziet. De culturele aard van de voormelde activiteiten vloeit overigens voort uit hun kwalificatie als culturele aangelegenheid in artikel 4 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die is aangenomen met toepassing van artikel 127 van de Grondwet.

A.8.6. Het vijfde middel (discriminerende afwijking) mist eveneens feitelijke grondslag, in zoverre artikel 195 geenszins een onderscheid instelt tussen de jagers en de vissers, enerzijds, en de andere sportbeoefenaars of recreanten, anderzijds. De verwijzing in artikel 195 naar het begrip beheersactiviteit heeft, aangezien jagers en vissers niet onder dat begrip vallen in de zin zoals bedoeld in artikel 185, niet tot gevolg hen aan de artikelen 190 en 194 van het decreet te doen ontsnappen.

#### *Memorie van de Waalse Regering*

A.9.1. Na een uitvoerige beschrijving van het onderwerp van het decreet en de draagwijdte van iedere bepaling ervan, wordt ingegaan op de ontvankelijkheid van het beroep.

A.9.2. Ten aanzien van de rechtspraak van het Hof betreffende de ontvankelijkheid van de beroepen van verenigingen zonder winstoogmerk kan het duurzame karakter van de activiteit van de eerste verzoekende partij worden betwist. Zowel uit de datum van oprichting van die vereniging zonder winstoogmerk als uit de aard van haar activiteiten blijkt dat ze enkel is opgericht om het in het geding zijnde decreet aan te vechten; de verwezenlijking van andere activiteiten, in het verleden of in het heden, overeenkomstig het morele belang waarop zij zich beroept, is niet bewezen.

A.9.3. Wat betreft de tweede en de derde verzoeker, impliceert de ontstentenis van belang van de vereniging zonder winstoogmerk, eerste verzoekende partij, dat, in zoverre zij de hoedanigheid van lid ervan aanvoeren, die hoedanigheid evenmin volstaat om van hun belang te doen blijken.

De tweede aangevoerde hoedanigheid — die van grote amateurs van trektochten, en meer bepaald gemotoriseerde trektochten, in het bos — is vaag en niet relevant, aangezien de *actio popularis* niet toelaatbaar is voor het Hof. Bovendien zou de vernietiging van het decreet hun geen voordeel opleveren, aangezien het verkeer van voetgangers buiten de banen en wegen reeds bij de artikelen 165 en 166 van het Boswetboek is verboden; zij hebben er hoogstens belang bij die bepalingen van het decreet te betwisten waarbij het verkeer van motorvoertuigen in het bos wordt geregeld.

A.10.1. Wat betreft het eerste middel houdt het beperkte belang van de verzoekende partijen in dat dat middel enkel de vernietiging kan teweegbrengen van de bepalingen waarbij het verkeer van motorvoertuigen op de openbare weg wordt geregeld, namelijk enkel artikel 194 van het decreet.

A.10.2. Wat betreft de grond van dat middel, regelt het decreet, zoals de Raad van State het in zijn advies heeft geanalyseerd, de toegang tot de bossen en het verkeer hierin, hetzij op de banen, wegen en paden en op de voor het publiek toegankelijke afgebakende plaatsen, hetzij op sommige ervan, hetzij erbuiten.

Rekening houdend met dat onderwerp, vindt het een voldoende grondslag in artikel 6, § 1, III, 2° en 4°, van de bijzondere wet, waarvan de ruime draagwijdte zowel uit de bewoordingen als uit de parlementaire voorbereiding blijkt. Andere bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 versterken die dubbele bevoegdheidsgrond, namelijk I, 1° (ruimtelijke ordening), II, 1° (bescherming van het leefmilieu), en III, 5° en 6° (jacht en visvangst), van artikel 6, § 1, van de genoemde wet. De Raad van State heeft overigens de bevoegdheid van de gewesten om het verkeer in de bossen te regelen niet betwist.

A.10.3. In zoverre het middel de geldigheid betwist van het decreet van 16 februari 1995 ten aanzien van artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet, om reden dat het het verkeer op de openbare wegen regelt, is het niet gegrond.

De gewestbevoegdheid inzake natuurbehoud en bossen houdt de bevoegdheid in om bijkomende reglementen uit te vaardigen van de politie over het wegverkeer op de banen en wegen in de bossen, welke niet kan worden teruggebracht tot een loutere bevoegdheid om de bestaande wetsbepalingen ter zake uit te voeren. Het decreet heeft overigens een ruimere werkingsfeer dan artikel 3 van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer, vermits het eveneens van toepassing is op de bossen die aan particulieren behoren.

Artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat bepaalt dat de gewestregeringen worden betrokken bij het ontwerpen van de regels van algemene politie, staat in verband met de vervoersaangelegenheid en beoogt slechts regels van algemene politie, zodat de gewestbevoegdheid om aanvullende reglementeringen betreffende de verkeerspolitie in de bossen uit te vaardigen met die bijzondere bepaling verenigbaar is. Bovendien doet het decreet geen afbreuk aan de federale bevoegdheid inzake de politie over het wegverkeer: enerzijds, heeft het noch invloed op de veiligheid van het wegennet, noch op de snelheid en, anderzijds, is het slechts van toepassing in de bossen en uitsluitend op de wegen met weinig verkeer, gelet op de in artikel 186, 1°, bedoelde uitsluiting.

Uit wat voorafgaat blijkt dat het beroep op artikel 10 niet kan worden verantwoord. Hoe dan ook, indien er sprake is van een inbreuk, is die slechts marginaal en evenredig met het nagestreefde doel, aangezien aan de federale bevoegdheid inzake de algemene politie over het wegverkeer en aan de gemeenschapsbevoegdheid inzake toerisme niet wordt geraakt; er kan bijgevolg geen sprake zijn van een samenwerkingsakkoord met de desbetreffende overheden.

A.11.1. Met betrekking tot het tweede middel, houdt het beperkte belang van de verzoekers in dat dit middel slechts ontvankelijk is wat betreft de decreetsbepalingen die het verkeer van motorvoertuigen regelen.

A.11.2. De gemeenten en de provincies kunnen, zoals iedere andere eigenaar, een persoon of een groep van personen toestaan zich in hun bossen te begeven. Terwijl zij aan de voetgangers die toelating alleen verlenen, is die toelating, naar gelang van het geval, onderworpen aan het toezicht van de bestendige deputatie of van de Waalse Regering, indien zij betrekking heeft op fietsers, skiërs, hoeders van trek-, last- of rijdieren of bestuurders van motorvoertuigen. Het aldus in het tweede en het derde lid van artikel 195 georganiseerde toezicht komt neer op een specifiek toezicht op een gewestelijke aangelegenheid — het natuurbehoud en het bosbeheer —, wat volkomen in overeenstemming is met artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

A.12. Artikel 6, § 1, III, 4°, van de bijzondere wet, waarvan de schending wordt aangevoerd ter staving van het derde middel en dat een beperking vormt voor de gewestbevoegdheid en -autonomie inzake bossen, moet strikt worden geïnterpreteerd; het legt slechts overleg op voor de specifieke bepalingen, dit wil zeggen die welke betrekking



hebben op bepaalde bossen die op het grondgebied van meer dan één gewest gelegen zijn, en niet voor de algemene bepalingen die, zoals het in het geding zijnde decreet, van toepassing zijn op het geheel van de bossen van een bepaald gewest.

A.13.1. Rekening houdend met het belang van de verzoekers, is het vierde middel slechts ontvankelijk ten aanzien van de decreetsbepalingen die het verkeer van motorvoertuigen regelen.

A.13.2. Ten aanzien van de door de decreetgever nagestreefde doelstellingen, is het relevant de Waalse Regering ertoe te machtigen, om de in het decreet vermelde redenen, individuele afwijkingen van de regels van het verkeer in de bossen toe te staan en zulks niet te doen voor activiteiten die veeleer aan persoonlijke belangen willen voldoen, zoals sport- en ontspanningsactiviteiten. Die blijven overigens mogelijk, enerzijds, naar gelang van het geval, op de banen, wegen, paden en daartoe afgebakende plaatsen en, anderzijds, in geval van de krachtens artikel 197 uitgevoerde bebakening of wanneer het om een privé-domein gaat, mits de toestemming van de eigenaars.

A.14. Wat betreft het vijfde middel, houden de in de artikelen 185 en 195 respectievelijk gedefinieerde en beoogde beheersactiviteiten niet het verkeer van jagers en vissers voor hun persoonlijke behoeften in; aldus geïnterpreteerd, schendt artikel 195 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet.

*Memorie van antwoord van de Waalse Regering*

A.15.1. Wat het eerste middel betreft, heeft het Hof in zijn arrest nr. 17/96 van 5 maart 1996 voor recht gezegd dat de gewestbevoegdheid inzake natuurbehoud en inzonderheid inzake het behoud van de bossen, « het gewest [machtigd] tot het nemen van alle maatregelen die nodig zijn om ze uit te oefenen ».

A.15.2. Betreffende het tweede middel, moet artikel 195 ten slotte zo worden beschouwd dat het niet een specifiek toezicht in de zin van artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 organiseert, maar wel een controle op de bestemming van de bossen die tot het Waalse bospatrimonium behoren. Het vindt een voldoende grondslag in artikel 6, § 1, III, 2° en 4°, van de bijzondere wet, wat wordt bevestigd door het voormelde arrest nr. 17/96 van het Hof betreffende het decreet van het Waalse Gewest van 16 september 1995, waarvan de redenering kan worden getransponeerd naar het onderhavige geval.

A.15.3. Wat de andere drie middelen betreft, verwijst de Waalse Gewestregering naar haar memorie.

*Memorie van antwoord van de verzoekers*

A.16.1. Wat betreft het belang van de eerste verzoekende partij, de v.z.w. Codever Belgium, om in rechte te treden, heeft zij, ondanks haar inderdaad recente oprichting, zeer talrijke activiteiten, naar het voorbeeld trouwens van de in geding zijnde activiteiten. Naast haar optreden in verband met het betwiste decreet, heeft de eerste verzoekende partij een brochure uitgegeven, heeft zij aan talrijke tentoonstellingen, beurzen en sportevenementen deelgenomen en is zij van plan wandelingen of trektochten in de bossen te organiseren, ook al heeft ze dat in het verleden nog niet gedaan. Tijdens de parlementaire voorbereiding werd haar activiteit aangehaald, waarvoor de Waalse Regering zelfs lof had. Zij doet dus blijken van een belang om in rechte te treden, hetwelk niet beperkt is tot de enkele bepalingen betreffende het verkeer van motorvoertuigen, vermits zowel uit haar statuten als uit haar activiteiten blijkt dat ze zich inzet voor de bevordering en verdediging van iedere vrijetijdsbesteding in de natuur, ongeacht of die al dan niet een voertuig vereist.

A.16.2. Rekening houdend met het onderwerp van het decreet, heeft iedere burger er belang bij het te betwisten. D. Naveau en P. Delwiche oefenen talrijke activiteiten uit binnen de vereniging zonder winstoogmerk, eerste verzoekende partij, waarvan eerstgenoemde secretaris is. Naast het feit dat beiden grote amateurs van trektochten in het bos zijn, doet de minderjarige dochter van D. Naveau er aan paardensport, terwijl P. Delwiche te Wépion een motorzaak uitbaat, die door de inwerkingtreding van het in geding zijnde decreet ernstig wordt geraakt.

A.17.1. Betreffende het eerste middel heeft de Minister van Leefmilieu tijdens de parlementaire voorbereiding erkend dat de gewestbevoegdheden inzake bossen, natuurbescherming en natuurbehoud slechts als gedeeltelijke grondslag voor het decreet konden dienen, enkel in zoverre dat decreet het verkeer buiten de openbare wegen regelde. Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 6, § 1, III, 2° en 4°, blijkt immers geenszins dat het wegverkeer op de openbare wegen doorheen de bossen zou zijn bedoeld; werd tijdens die parlementaire voorbereiding de gewestbevoegdheid ten aanzien van het Boswetboek beoogd, dan bevat dat Wetboek geenszins een bepaling waarbij het verkeer op de openbare wegen wordt geregeld. Vermits het gewest het eigenlijke domein van de bossen verlaat om het verkeer van personen en voertuigen op de openbare weg te regelen, begeeft het zich op het domein van het wegverkeer, dat onder de bevoegdheid van de federale Staat valt.

A.17.2. In tegenstelling tot de Waalse Regering betwijfelt de Vlaamse Regering ten onrechte of het decreet over de politie over het wegverkeer handelt. De doelstelling van het decreet wordt immers verward met die welke wordt beoogd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, zijnde het verkeersreglement. Zo hebben de verschillende verbodsbepalingen waarin het decreet voorziet hetzelfde onderwerp als de verbodsbepalingen waaraan vorm is gegeven door de verschillende borden die als bijlage bij het voormelde koninklijk besluit zijn gevoegd. Het feit dat de betrokken openbare wegen doorheen bossen lopen en de verbodsbepalingen gevolgen hebben voor die bossen en voor het ecosysteem ervan, wijzigt niet de aard van de in geding zijnde maatregelen — welke maatregelen inzake politie over het wegverkeer blijven — en kan niet een bevoegdheidsverdracht naar de gewesten verantwoorden.

De twee door de Vlaamse Regering aangevoerde arresten van het Hof van Cassatie ontzenuwen de stelling van de verzoekers niet. Enerzijds, kunnen zij niet een oplossing bevestigen die strijdig zou zijn met een omschrijving die door een koninklijk besluit in aanmerking werd genomen en, anderzijds, worden ze verkeerd geïnterpreteerd. Het betwiste decreet strekt ertoe de erin beoogde banen, wegen en paden te beschermen, en dus te behouden, door het verkeer in de bossen aan voorwaarden te onderwerpen op basis van de overeenstemming tussen het type van gebruikte weg en het gebruikte vervoermiddel.

A.17.3. Het verplichte betrekken ingevolge artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 veronderstelt noodzakelijkerwijze dat de aangelegenheid van de politie over het wegverkeer onder de bevoegdheid van de federale Staat valt; dat wordt bevestigd in het arrest van het Hof nr. 5/96 van 18 januari 1996.

Het door de Vlaamse Regering gemaakte onderscheid tussen de algemene politie en de bijzondere politie berust noch op de bijzondere wet noch op de parlementaire voorbereiding ervan; die stelt integendeel dat « de algemene politie [...] de politiereglementen [betreft die] van toepassing [zijn] op de verschillende vervoerswijzen, zoals [...] de politie over het wegverkeer », waarbij laatstgenoemde alle openbare wegen van het land regelt, ongeacht of ze al dan niet door een bos lopen.

A.17.4. De wetbepalingen waarnaar de Waalse Regering verwijst om een grondslag te geven aan een decretale bevoegdheid beogen slechts een verordenende bevoegdheid en bovendien kunnen zij niet, als gewone wetten, een wetgevende bevoegdheid overdragen ten voordele van een gewest of een gemeenschap.

A.17.5. Zoals de Vlaamse Regering, is de Waalse Regering van mening dat het beroep op artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet aangewezen is; zij zorgt aldus voor een ommekeer ten opzichte van de parlementaire voorbereiding van het decreet, tijdens welke de impliciete bevoegdheden uitvoerig naar voren werden gebracht door de Waalse Minister van Leefmilieu om aan het decreet op het vlak van de bevoegdheid grondslag te geven. Aan geen enkele van de drie voorwaarden voor de toepassing van de genoemde impliciete bevoegdheden is te dezen voldaan.

In de eerste plaats was, zoals in het verzoekschrift is vermeld, een inbreuk op de federale bevoegdheid inzake de politie over het wegverkeer niet de enige manier om zijn doelstellingen inzake bossen en natuurbehoud te bereiken. Vervolgens kan die inbreuk niet als marginaal worden beschouwd: enerzijds, betreft zij duizenden kilometers openbare wegen en, anderzijds, is zij geïnspireerd op een economie die fundamenteel verschilt van die van het verkeersregle-

ment, doordat een verplichte bebakening, in tegenstelling tot het verkeersreglement, niet de inwerkingtreding van de verbodsbepalingen die ze bevat, bepaalt. Ten slotte is de voorwaarde betreffende een mogelijke gedifferentieerde behandeling niet alleen noodzakelijk, maar bovendien is ze te dezen niet vervuld, aangezien deze aangelegenheid integendeel het voorwerp uitmaakt van internationale overeenkomsten die ertoe strekken de verschillende nationale wetgevingen eenvormig te maken.

A.18. Wat betreft het tweede middel en de in dat verband door de Vlaamse en de Waalse Regering gemaakte opmerkingen, is artikel 195 wel degelijk van toepassing op het verkeer op de openbare wegen: aangezien artikel 195 afwijkingen beoogt van de verbodsbepalingen waarin de artikelen 193 en 194 voorzien, welke betrekking hebben op bepaalde openbare wegen, heeft het dus eveneens betrekking op de openbare wegen.

De schending van artikel 7 van de bijzondere wet vereist niet dat de aan het betwiste gewestelijke toezicht onderworpen handelingen identiek zouden zijn met die welke aan het federale toezicht zijn onderworpen; het volstaat dat ze gelijkwaardig en analoog zouden zijn, wat te dezen het geval is.

A.19. Wat betreft het derde middel, dat aan de eerste twee middelen ondergeschikt is, worden in de argumentatie van de Vlaamse en de Waalse Regering oorzaak en gevolg door elkaar gehaald. Artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet houdt in werkelijkheid in dat, wanneer een gewest algemene maatregelen betreffende de bossen wenst te nemen, het voorafgaandelijk overleg moet plegen om te onderzoeken of niet in specifieke bepalingen moet worden voorzien voor de bossen die zich over het grondgebied van meer dan één gewest uitstrekken, wat te dezen niet gebeurd is, zoals impliciet blijkt uit het standpunt dat door de Vlaamse en de Waalse Regering wordt ingenomen.

A.20. Wat betreft het vierde middel, nemen de verzoekers er akte van dat voor de Vlaamse Regering de sport- en ontspanningsactiviteiten eveneens worden beoogd in het tweede lid van elk van de nieuwe artikelen 193 en 194, een interpretatie die ze graag door het Hof bevestigd willen zien.

Ten aanzien van de argumentatie van de Waalse Regering, is het voldoen aan persoonlijke belangen eveneens aanwezig in de afwijkingen die met name op een cultureel en wetenschappelijk motief zijn gebaseerd; het feit dat het verkeer in de bossen met sport- of ontspanningsdoeleinden mogelijk blijft, houdt bovendien in dat dit type van verkeer niet discriminerend mag worden behandeld.

A.21. Wat betreft het vijfde middel, kan de voor artikel 195 door de Vlaamse en de Waalse Regering aangevoerde interpretatie niet worden verzoed met de oewoordingen van die bepaling. De « exploitatieverrichtingen in verband met de visserij en de jacht » waarnaar artikel 185 verwijst, beogen in werkelijkheid respectievelijk de jacht en de visserij als sport, zodat er wel degelijk een discriminatie is tussen de sport- of ontspanningsactiviteiten en de andere activiteiten van dezelfde aard welke die afwijking niet genieten.

— B —

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de « toelichtende memorie van antwoord » neergelegd door de verzoekende partijen*

B.1. Op datum van 30 april 1996 hebben de verzoekende partijen een « toelichtende memorie van antwoord » neergelegd; aangezien de termijn die voor de neerlegging van een memorie van antwoord is voorgeschreven bij artikel 89 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof verstreken is op 25 maart 1996, is voormelde memorie onontvankelijk en wordt zij uit de debatten geweerd.

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

*Wat betreft de eerste verzoekende partij, de v.z.w. Codever Belgium*

B.2.1. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk zich op een collectief belang beroept, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat dit belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete en duurzame werking van de vereniging, zowel in het verleden als in het heden.

B.2.2. Het maatschappelijk doel van de eerste verzoekende partij, de v.z.w. Codever Belgium, wordt in artikel 4 van haar statuten als volgt gedefinieerd:

« De vereniging heeft tot doel activiteiten en vrijetijdsbesteding in de natuur te bevorderen en te verdedigen, ongeacht of daarbij gebruik wordt gemaakt van een voortbewegingsmiddel. In dit verband kan de vereniging beurzen, tentoonstellingen, salons of eender welk ander cultureel, sport- of mediaevenement organiseren of er zijn medewerking aan verlenen, zij het op nationaal, gewestelijk of lokaal vlak. Ze kan rally's, tochten, treffers en andere gelijkaardige activiteiten organiseren. De vereniging verstrekt advies en aanbevelingen in het kader van alles wat het gebruik van openbare wegen aangaat. De vereniging kan alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar hierboven gedefinieerd doel. Ze kan haar medewerking verlenen, zich onder eender welke vorm verbinden en zich aansluiten bij elke organisatie die geheel of gedeeltelijk een gelijkaardig doel nastreeft. »

B.2.3. De verzoekende vereniging voldoet aan de voormelde voorwaarden. Haar maatschappelijk doel verschilt van het algemeen belang en lijkt niet beperkt tot de verdediging van de individuele belangen van haar leden. In zoverre dat maatschappelijk doel de organisatie van « rally's, tochten, treffers en andere gelijkaardige activiteiten » beoogt, kan het door het bestreden decreet worden geraakt. Hoewel, ten slotte, die verzoekster toegeeft dat het voormelde aspect van haar maatschappelijk doel nog niet in werking is gesteld, tonen de door haar in haar memorie van antwoord aangevoerde elementen op voldoende wijze het duurzame karakter van haar werking aan, en laten zij niet toe te oordelen dat zij haar maatschappelijk doel heeft vastgesteld met het oogmerk haar beroep tegen het betwiste decreet ontvankelijk te maken.

*Wat betreft de tweede en de derde verzoeker, D. Naveau en P. Delwiche*

B.3.1. In hun verzoekschrift voeren D. Naveau en P. Delwiche, om hun belang te verantwoorden, naast andere argumenten, hun hoedanigheid aan van amateur van trektochten, met name gemotoriseerde trektochten, in het bos. P. Delwiche voert bovendien aan dat hij een handelszaak in terreinmotorfietsen exploiteert.

B.3.2. De door D. Naveau en P. Delwiche aangevoerde hoedanigheid van amateur van trektochten, met name gemotoriseerde trektochten, in het bos, blijkt uit verscheidene bij de memorie van antwoord gevoegde stukken. Hun situatie kan, in die hoedanigheid, rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door een decreet dat, onder andere, de toegang van motorvoertuigen buiten de banen en de andere daartoe afgebakende plaatsen verbiedt. Hun beroep is ontvankelijk.

*Ten gronde*

B.4. Tot staving van hun beroep voeren de verzoekers vijf middelen aan. De eerste drie middelen zijn afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsregels, de twee laatste uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsregels

Wat betreft het eerste middel

B.5. Het eerste middel, dat het hele decreet beoogt, is afgeleid uit de schending van de artikelen 35, 39 en 134 van de Grondwet en de artikelen 6, § 1, II, 1°; 6, § 1, III, 2° en 4°; 6, § 4, 3°; 10 en 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. Volgens de verzoekers voert het decreet een reglementering in van het verkeer van voetgangers, fietsers, skiërs en hoeders van trek-, last- of rijdieren, alsmede bestuurders van motorvoertuigen op de openbare wegen in de bossen, terwijl, enerzijds, de politie over het wegverkeer een federale bevoegdheid is gebleven krachtens artikel 6, § 4, van de bijzondere wet en, anderzijds, de aanneming van het decreet niet « noodzakelijk » is in de zin van artikel 10 van de voormelde bijzondere wet.

B.6. Het decreet van 16 februari 1995 regelt de toegang tot de bossen en het verkeer hierin, hetzij op de banen, wegen en paden en op de daartoe afgebakende plaatsen, hetzij op sommige ervan, hetzij erbuiten.

Volgens de memorie van toelichting (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, 1994-1995, 272, nr. 22; B.Z. 1992, 17, nr. 2; B.Z. 1992, 52, nr. 2bis), streeft het decreet hoofdzakelijk twee doelstellingen na :

« — een doelstelling van natuurbehoud, waaraan tegemoet wordt gekomen door de uitsluiting van motorvoertuigen van de wegen in artikel 194 en door de bescherming van het biosysteem in artikel 189;  
— een doelstelling van een meer harmonische benadering van het bos en bijgevolg van de ontwikkeling van een kwaliteitstoerisme :

+ door op de openbare wegen een toegankelijkheid in te voeren die des te groter is naarmate het vervoermiddel verenigbaar is met het leefmilieu, waarbij de voetgangers toegang hebben tot de banen, wegen en paden, de fietsers, skiërs en ruiters tot de banen en wegen en de motorvoertuigen tot de banen (artikelen 192 tot 194);

+ door aan de Waalse Regering de wetstechnische middelen te verlenen om een systeem van bebakening van de banen, wegen, paden en plaatsen te organiseren voor de Waalse bossen (artikel 196 tot 199), een bebakening die eveneens kan dienen als systeem waarvan doelgericht kan worden afgeweken. »

B.7. Artikel 6, § 1, III, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, kent aan de gewesten de bevoegdheid toe tot regeling van :

1° [...]

2° de natuurbescherming en het natuurbehoud, met uitzondering van de in-, uit- en doorvoer van uitheemse plantensoorten evenals van uitheemse diersoorten en hun krengen;

3° [...]

4° de bossen;

[...] »

Door aan de gewesten de bevoegdheid inzake natuurbescherming en natuurbehoud en inzake bossen over te dragen, hebben de Grondwetgever en de bijzondere wetgever aan de gewesten, onder voorbehoud van de in artikel 6, § 1, III, 2°, *in fine*, vermelde uitzondering, de gehele bevoegdheid toegekend om de regels uit te vaardigen die aan die aangelegenheden eigen zijn, en zulks onverminderd hun becep, in voorkomend geval, op artikel 10 van de bijzondere wet.

B.8. Een decreet dat op algemene wijze de bescherming van het biosysteem tot doel heeft, door met name de toegang tot de bossen buiten de banen, wegen en paden die er doorheen lopen te verbieden en door het gebruik van die wegen te regelen op basis van de mate waarin elk van de gebruikte vervoermiddelen dat ecosysteem verstoort, past in het kader van de gewestbevoegdheid inzake bossen alsook inzake natuurbescherming en natuurbehoud.

B.9. Er dient evenwel te worden nagegaan of het decreet, in zoverre het het verkeer in de bossen regelt, eveneens door de voormelde dubbele gewestbevoegdheid kan worden verantwoord.

B.10.1. Artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De Regeringen worden betrokken bij :

[...]

3° het ontwerpen van de regels van de algemene politie en de reglementering op het verkeer en vervoer [...];

[...] »

Volgens de parlementaire voorbereiding van die bepaling (*Gedr. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 21), betreft de « algemene politie » de politiereglementen van toepassing op de verschillende vervoerswijzen zoals :

- de politie over het wegverkeer;
- het algemeen reglement van de scheepvaartwegen;
- het politiereglement op de spoorwegen;
- de politie van het personenvervoer per tram, premetro, metro, autobus en autocar;
- de politie op de zeevaart en de luchtvaart.

B.10.2. Uit de combinatie van de voormelde artikelen 6, § 1, III, 2° en 4°, en 6, § 4, 3°, blijkt dat de gewesten gevoegd zijn om alle regels aan te nemen die eigen zijn aan de aangelegenheid van de natuurbescherming en het natuurbehoud en aan die van de bossen, maar dat die bevoegdheidstoewijzing niet de bevoegdheid inhoudt om de regels van de algemene politie of de reglementering op het verkeer en het vervoer aan te nemen — met name de regels van politie over het wegverkeer —, een bevoegdheid die federaal is gebleven, ook al moeten de gewestregeringen bij de totstandkoming ervan worden betrokken.

B.10.3. Met de uitdrukking « politie over het wegverkeer » verwees de bijzondere wetgever naar de materie die met name werd geregeld door de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, en door het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Artikel 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer machtigt de Koning ertoe « de algemene reglementen vast [te stellen] betreffende de politie over het verkeer op de wegen van voetgangers, van middelen van vervoer te land en dieren [...] ».

Ter uitvoering van die machtiging is het voormelde koninklijk besluit van 1 december 1975 aangenomen. Artikel 1, eerste lid, ervan preciseert dat dat reglement « geldt voor het verkeer op de openbare weg van voetgangers, van voertuigen, van trek-, last- of rijdieren en van vee ». In artikel 2 ervan worden verschillende begrippen gedefinieerd, waaronder de termen « pad » « aardeweg » en « autoweg ».

Titel II ervan preciseerd de verkeersregels : artikel 9 regelt de plaats van de bestuurders — met name de fietsers, de bestuurders van bromfietsen en van trek- of rijdieren — op de openbare weg; artikel 22 laat, behoudens uitzondering, alleen motorvoertuigen tot het verkeer op autowegen toe; artikel 43 heeft betrekking op de bestuurders van fietsen en bromfietsen en artikel 55 op de bestuurders van dieren.

Titel III van het koninklijk besluit van 1 december 1975 heeft zijnerzijds betrekking op de verkeerstekens. In die titel preciseerd artikel 68 de verbodsborden, waaronder in het bijzonder de verboden toegang voor bestuurders van motorvoertuigen met meer dan twee wielen (bord C5), van motorfietsen, bromfietsen en rijwielen (C7, C9 en C11), voor ruiters (C15) en voor voetgangers (C19).

B.10.4. Uit wat voorafgaat blijkt dat de politie over het wegverkeer, die een federale bevoegdheid is gebleven, met name de regels omvat die de openbare wegen definiëren, die waarbij de categorieën van gebruikers worden gedefinieerd die al dan niet de openbare wegen mogen gebruiken, alsmede de regels die betrekking hebben op de verkeerstekens in verband met de voormelde onderwerpen.

B.10.5. In zoverre het decreet de begrippen pad, weg en baan (artikel 185) definieert, de vervoerswijzen preciseerd die er respectievelijk toegang toe hebben of die er verboden zijn (artikelen 193, 194 en 195) en er de desbetreffende bebakening reglementeert (artikelen 196 tot 199), regelt het onderwerpen die tot de politie over het wegverkeer behoren, in de zin van artikel 6, § 4, 3<sup>o</sup>, van de bijzondere wet. In die bepalingen doet het bijgevolg afbreuk aan een bevoegdheid die federaal is gebleven.

Er dient echter te worden nagegaan of de uitoefening van de gewestbevoegdheid inzake natuurbehoud en bossen niet de aanneming van de voormelde bepalingen van het decreet vergde en of zij bijgevolg, op het vlak van de bevoegdheid, niet door artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, worden verantwoord.

B.11.1. Dat artikel 10 bepaalt :

« De decreten kunnen rechtsbepalingen bevatten in aangelegenheden waarvoor de Raden niet bevoegd zijn, voor zover die bepalingen noodzakelijk zijn voor de uitoefening van hun bevoegdheid. »

Overeenkomstig die bepaling kunnen de gewesten een aangelegenheid regelen waarvoor de Staat bevoegd is, hetzij krachtens een uitdrukkelijk voorbehoud in de bevoegdheidsverdelende regels, hetzij op grond van zijn residuaire bevoegdheid. Om bestaanbaar te zijn met het bij de bijzondere wet ingevoerde stelsel van exclusieve bevoegdheden is een beroep op artikel 10 van die wet echter slechts toelaatbaar onder de tweevoudige voorwaarde dat de voorbehouden aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde regeling leent en dat de weerslag op de voorbehouden aangelegenheid slechts marginaal is.

B.11.2. Aan de toepassingsvoorwaarden van artikel 10 van de bijzondere wet is te dezen voldaan.

B.11.3. Enerzijds, blijkt dat de Waalse wetgever het op wettige wijze noodzakelijk heeft kunnen achten het verkeer, onder meer dat van motorvoertuigen, op de wegen die doorheen de bossen lopen, te regelen teneinde zijn bevoegdheid inzake bescherming van de bossen uit te oefenen.

B.11.4. Anderzijds, leent de aldus geregelde aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde behandeling en kan de bevoegdheidsoverschrijding als marginaal worden beschouwd.

De bijzondere wetgever wist immers, op het ogenblik waarop de voormelde bijzondere wet werd aangenomen, dat de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, reeds in hun artikel 3, § 1, 3<sup>o</sup>, in de mogelijkheid voorzagen voor de Minister van Landbouw om aanvullende reglementen vast te stellen voor de « voor het openbaar verkeer openstaande wegen in Staatsbossen, natuur- en bosreservaten », zodat reeds vóór de aanneming van het in het geding zijnde decreet, in een specifieke reglementering van het verkeer op de openbare wegen in de bossen was voorzien.

Het Hof merkt bovendien op dat, krachtens het nieuwe artikel 186, 1<sup>o</sup>, van het Boswetboek, ingevoegd bij artikel 1 van het decreet, dat Wetboek niet van toepassing is op wegen waarop twee motorvoertuigen over hun gehele lengte gemakkelijk naast elkaar voorbij kunnen. Daaruit volgt dat het decreet in hoofdzaak enkel het verkeer op de wegen van bijkomend belang regelt.

B.12. Uit wat voorafgaat blijkt dat de decreetgever zijn bevoegdheid vindt in artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, wat betreft de bepalingen van het decreet die verband houden met het wegverkeer.

Het eerste middel is niet gegrond.

*Wat betreft het tweede middel*

B.13.1. Het tweede middel is gericht tegen artikel 1 van het decreet van 16 februari 1995, in zoverre het de artikelen 193, 194 en 195 in het Boswetboek invoert. Dat middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 35, 39 en 134 van de Grondwet en van de artikelen 6, § 4, 3<sup>o</sup>, en 7 van de bijzondere wet, doordat de voormelde bepalingen van het decreet een bestuurlijk toezicht zouden instellen op handelingen die onder de bevoegdheid van de federale overheid vallen en waarvoor de federale wetgever een specifiek toezicht heeft georganiseerd.

B.13.2. Artikel 195 bepaalt dat de afwijkingen van de in de artikelen 193 en 194 uitgevaardigde verbodsbepalingen inzake verkeer ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de bestendige deputatie of de Waalse Regering, naargelang de desbetreffende bossen respectievelijk aan een gemeente of een openbare instelling, enerzijds, of aan een provincie, anderzijds, toebehoren.

Het tweede en het derde lid van artikel 195 vloeien voort uit een in de Commissie ingediend amendement (*Gedr. St.*, Waalse Gewestraad, voormeld, p. 22, en doc. 272, 1994-1995, nr. 8); uit de wijze waarop dat amendement werd verantwoord, blijkt dat de decreetgever, door het aan te nemen, zo heeft willen handelen dat de opportuniteit van de afwijkingen van de artikelen 193 en 194, die door de daartoe gemachtigde bestuurlijke overheden worden gepland, kan worden nagegaan.

B.13.3. Het decreet van 16 februari 1995 is van toepassing op alle in het Waalse Gewest gelegen bossen, met inbegrip van die welke aan de in artikel 195 beoogde gemeenten, provincies en openbare instellingen toebehoren, overigens ongeacht de gewestelijke lokalisering van die overheden. Door de goedkeuring waarin dat artikel 195 in het tweede en het derde lid voorziet, organiseert het geen maatregel van bestuurlijk toezicht op de gemeenten, provincies of openbare instellingen die eigenaar zijn van bossen, doch stelt het een controle in op het gebruik van die bossen — die tot het Waalse bospatrimonium behoren — bedoeld om zich ervan te vergewissen dat de omvang van de door de voormelde overheden in het kader van de artikelen 193 en 194 verleende afwijkingen de in die bepalingen vervatte verbodsbepalingen niet uitholt, en meer algemeen de economie van het decreet. Een maatregel van specifiek toezicht zou trouwens niet tegemoetkomen aan de doelstelling van de Waalse gewestwetgever, in zoverre die maatregel niet van toepassing zou zijn op alle bossen die toebehoren aan de gemeenten, provincies en openbare instellingen.

B.13.4. Aangezien tijdens het onderzoek van het eerste middel is komen vast te staan dat de gewestelijke wetgever bevoegd was om de artikelen 193 en 194 aan te nemen, waarbij het verkeer op de in de bossen gelegen wegen en banen wordt geregeld, volgt daaruit dat hij, om dezelfde redenen, eveneens bevoegd was om een controle in te stellen op de toegekende afwijkingen van de op die wegen en banen van toepassing zijnde verkeersregels.

Het tweede middel is niet gegrond.

*Wat betreft het derde middel*

B.14.1. Het derde middel, dat tegen het gehele decreet is gericht, is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. Aangezien sommige bossen gelegen in het Waalse Gewest slechts gedeelten zijn van bossen die zich uitstrekken over het grondgebied van meerdere gewesten, zou de in het middel bedoelde bijzondere bepaling zijn geschonden, vermits het daarin voorgeschreven overleg noch met het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest noch met het Vlaamse Gewest zou hebben plaatsgevonden.

B.14.2. Artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De betrokken Regeringen moeten onderling overleg plegen wat betreft :

1<sup>o</sup> de bijzondere bepalingen betreffende de bossen gelegen op het grondgebied van meer dan één Gewest;

[...] »

B.14.3. Zoals blijkt uit de parlementaire voorbereiding van die bepaling (*Gedr. St.*, Senaat, B.Z. 1979, nr. 261/2, pp. 115 en 116), vindt zij haar oorsprong niet in het koninklijk besluit van 6 juli 1979 « tot afbakening van de aangelegenheden inzake de jacht, de visvangst en de bossen, waarin een verschillend gewestelijk beleid verantwoord is », maar wel in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1975 « tot afbakening, binnen het raam van de bevoegdheden van het Ministerie van Landbouw, van de aangelegenheden waarin een verschillend regionaal beleid, geheel of gedeeltelijk, verantwoord is », beide genomen ter uitvoering van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen, in voorbereiding van de toepassing van artikel 107<sup>quater</sup> van de Grondwet, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1977 en 5 juli 1979. Dat artikel 3 bepaalde immers :

« De wetgevende en de reglementaire maatregelen worden in gemeen overleg getroffen door de Minister van Landbouw en

1. [...];

2. de betrokken regionale Ministers en Staatssecretarissen die de bossen in hun bevoegdheid hebben, voor de bossen die gelegen zijn op het grondgebied van meer dan een gewest;

3. [...]. »

Hoewel artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet het in het voormelde koninklijk besluit bedoelde gemeen overleg (« commun accord ») heeft vervangen door de vereiste van een eenvoudig overleg (« concertation ») tussen de gewestregeringen, moet het onderwerp van het laatstgenoemde overleg niettemin worden geïnterpreteerd in het licht van wat voorafgaat. De in artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, bedoelde « bijzondere bepalingen » zijn bijgevolg de gewestbepalingen die moeten worden toegepast op bossen die zich verder uitstrekken dan de grenzen van het gewest dat die bepalingen uitvaardigt.

Daaruit volgt dat, wanneer een gewest van plan is bepalingen aan te nemen die kunnen worden toegepast op bossen waarvan de grenzen die van het grondgebied van het gewest overschrijden, het voorafgaandelijk overleg moet plegen met de andere betrokken gewestelijke overheid of overheden.

B.14.4. Het decreet van 16 februari 1995 is van toepassing op alle Waalse bossen, zoals met name wordt bevestigd door het opschrift van titel XIV, dat bij artikel 1 van het decreet in het Boswetboek is ingevoegd : « Verkeer in de bossen en wouden van het Waalse Gewest in het algemeen ». Het is dus ook van toepassing op de bossen waarvan de grenzen die van het Waalse Gewest overschrijden, wat het gedeelte ervan betreft dat in dat Gewest gelegen is. In zoverre het bestreden decreet van toepassing is op die bossen, had overleg moeten worden gepleegd met de andere betrokken gewestelijke overheden.

Volgens de verzoekers heeft dat overleg niet plaatsgevonden; het Hof stelt vast dat de Waalse Regering niet aantoonde, en zelfs niet beweert, dat een dergelijk overleg heeft plaatsgehad vóór de aanneming van het decreet van 16 februari 1995. Daaruit volgt dat artikel 6, § 2, 1<sup>o</sup>, van de bijzondere wet is geschonden.

Het bestreden decreet moet worden vernietigd in zoverre het toepasselijk is op delen van bossen die op het grondgebied van meerdere gewesten gelegen zijn.

*Ten aanzien van de middelen afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet*

*Wat betreft het vierde middel*

B.15.1. Dat middel is gericht tegen de artikelen 193 en 194, ingevoegd in het Boswetboek bij artikel 1 van het decreet. Die bepalingen zouden discriminerend zijn, doordat zij de Waalse Regering ertoe machtigen, om diverse redenen, af te wijken van de verkeersregels die zij elk in een eerste lid bepalen, zonder bij die redenen de beoefening van een sport-of ontspanningsactiviteit in te sluiten.

B.15.2. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.15.3. Zoals werd opgemerkt in B.6, streefde de gewestelijke wetgever, door het bestreden decreet aan te nemen, in het bijzonder een doelstelling van bescherming van de natuur en van het biosysteem na.

Daartoe heeft hij in de artikelen 192, 193 en 194 een toegankelijkheid tot de openbare wegen die door de bossen lopen ingesteld die des te groter is naarmate de gebruikte vervoerswijze meer verenigbaar werd geacht met de nagestreefde doelstellingen : in essentie mogen de voetgangers zich op de banen, wegen en paden begeven, de andere gebruikers dan die van motorvoertuigen op de wegen en banen terwijl het verkeer van motorvoertuigen enkel tot de banen beperkt wordt. De gewestelijke wetgever heeft het nodig kunnen achten van die algemene regels, waarmee de door hem nagestreefde doelstellingen van algemeen belang kunnen worden bereikt, te kunnen afwijken wanneer overwegingen die eveneens verband houden met het algemeen belang, zulks verantwoordden. Als dusdanig worden geanalyseerd de medische, pedagogische, wetenschappelijke, culturele redenen en redenen van natuurbescherming bedoeld in het tweede lid van de artikelen 193 en 194. De door de verzoekers aangevoerde sport- en ontspanningsactiviteiten daarentegen streven de voldoening van een uitsluitend particulier belang na, waarvan de wetgever bijgevolg heeft kunnen oordelen dat het geen afwijking verantwoordde die strijdig is met zijn doelstelling van bescherming van de bossen.

Het Hof merkt bovendien op dat dat verschil in behandeling niet onevenredig is met de nagestreefde doelstellingen vermits, enerzijds, sport- en ontspanningsactiviteiten zoals die welke de verzoekers beoefenen, kunnen worden beoefend, doch met eerbiediging van de hiervoor uiteengezette algemene verkeersregels — en dit in des te ruimere mate naargelang zij de bosomgeving respecteren — en, anderzijds, diezelfde verkeersregels kunnen worden aangepast in het kader van de bebakening bedoeld in de nieuwe artikelen 196 tot 199, ingevoegd bij artikel 1, *in fine*, van het bestreden decreet.

B.15.4. Uit wat voorafgaat volgt dat het vierde middel niet gegrond is.

*Wat betreft het vijfde middel*

B.16.1. Het laatste middel is gericht tegen het nieuwe artikel 195, eerste lid, ingevoegd in het Boswetboek bij artikel 1 van het bestreden decreet. Die bepaling zou discriminerend zijn doordat zij erin voorziet dat de artikelen 190 tot 194 niet van toepassing zijn op de personen die een activiteit in verband met jacht of visserij mogen uitoefenen, maar niet in een dergelijke vrijstelling voorziet voor de personen die zich voor sport- of ontspanningsdoeleinden in de bossen wensen te begeven.

B.16.2. Artikel 195, eerste lid, bepaalt dat de nieuwe artikelen 190 tot 194 onder andere niet van toepassing zijn op personen die een beheersactiviteit mogen uitoefenen. Dat begrip wordt gedefinieerd in artikel 185, volgens hetwelk aldus worden bedoeld « alle bestuurs-, exploitatie- of toezichtsverrichtingen in verband met bosbouw, landbouw, jacht, visserij of natuurbehoud ».

B.16.3. In tegenstelling tot wat de verzoekers betogen, beoogt de uitzondering waarin voormeld artikel 195, eerste lid, voorziet, noch de jagers noch de vissers. Die uitzondering geldt enkel ten aanzien van de personen belast met bestuurs-, exploitatie- of toezichtverrichtingen met verschillende doeleinden.

Het vijfde middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt het decreet van het Waalse Gewest van 16 februari 1995 « houdende wijziging van het Boswetboek met aan het Waalse Gewest eigen bepalingen in verband met het openbaar verkeer in bossen en wouden in het algemeen », in zoverre het van toepassing is op delen van bossen die op het grondgebied van meer dan één gewest gelegen zijn;

— verwierpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 28 november 1996.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

D. 96 — 2676

(C — 96/21341)

Urteil Nr. 68/96 vom 28. November 1996

Geschäftsverzeichnisnummer 900

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 16. Februar 1995 zur Abänderung des Forstgesetzbuches durch auf die Wallonische Region anwendbare Sonderbestimmungen bezüglich des Verkehrs der Bevölkerung in Wäldern und Forsten im allgemeinen, erhoben von der VoE Codever Belgium und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, J. Delruelle, G. De Baets und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

### I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 10. November 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. November 1995 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 16. Februar 1995 zur Abänderung des Forstgesetzbuches durch auf die Wallonische Region anwendbare Sonderbestimmungen bezüglich des Verkehrs der Bevölkerung in Wäldern und Forsten im allgemeinen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Mai 1995), erhoben von der VoE Codever Belgium, mit Vereinigungssitz in 4630 Micheroux-Soumagne, rue du Marais 9, D. Naveau, ebenda wohnhaft, und P. Delwiche, wohnhaft in 5100 Wépion, chaussée de Dinant 966.

### II. Verfahren

Durch Anordnung vom 13. November 1995 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 12. Dezember 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 14. Dezember 1995.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— der Flämischen Regierung, place des Martyrs 19, 1000 Brüssel, mit am 24. Januar 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 29. Januar 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 21. Februar 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— der Wallonischen Regierung, mit am 19. März 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— den klagenden Parteien, mit am 21. März 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Die klagenden Parteien haben mit am 30. April 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief ein Schriftstück mit dem Titel « erläuternder Erwiderungsschriftsatz » eingereicht.

Durch Anordnungen vom 25. April 1996 und 22. Oktober 1996 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 10. November 1996 bzw. 10. Juni 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 10. Juli 1996 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 24. September 1996 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 11. Juli 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.



Durch Anordnung vom 10. September 1996 hat der amtierende Vorsitzende festgestellt, daß der am 2. September 1996 verstorbene referierende Richter L.P. Suetens als Berichtersteller durch den Richter G. De Baets ersetzt wird.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 24. September 1996

— erschienen

. RA P. Goffaux, in Brüssel zugelassen, loco RA L. Simont, beim Kassationshof zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassen, für die Flämische Regierung,

. RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

— haben die referierenden Richter R. Henneuse und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. Die fraglichen Bestimmungen

Das Dekret der Wallonischen Region vom 16. Februar 1995 « zur Abänderung des Forstgesetzbuches durch auf die Wallonische Region anwendbare Sonderbestimmungen bezüglich des Verkehrs der Bevölkerung in Wäldern und Forsten im allgemeinen » umfaßt fünf Artikel.

« Artikel 1. Im Anschluß an Artikel 184 des Gesetzes vom 18. Dezember 1854, das das Forstgesetzbuch beinhaltet, werden folgende Bestimmungen eingefügt:

*TITEL XIV — Über den Verkehr in den Wäldern und Forsten der Wallonischen Region*

#### Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 185. Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Begriffe:

— Fußgänger: jede Person, die sich zu Fuß fortbewegt, sowie jede Person mit eingeschränkter Bewegungsfähigkeit, die sich mit einem Rollstuhl fortbewegt, und Radfahrer, die das Alter von neun Jahren noch nicht erreicht haben;

— Pfad: schmale öffentliche Straße, deren Breite nicht jene überschreitet, die für den Verkehr der Fußgänger notwendig ist;

— Weg: öffentliche Straße, die breiter als ein Pfad ist und die nicht für den Verkehr von Fahrzeugen im allgemeinen angelegt wurde;

— Straße: öffentliche Straße, deren Fläche für den Verkehr von Fahrzeugen im allgemeinen angelegt wurde;

— Rastplatz: abgegrenzte Fläche, die für den Empfang von Fußgängern, für das zeitweilige Abstellen von Fahrzeugen, für die Ausübung bestimmter Freizeitaktivitäten oder das Zelten angelegt wurde;

— Zelten: zeitweiliger Aufenthalt in einem Zelt im Freien;

— Verwaltungsaktivitäten: alle Tätigkeiten der Verwaltung, Bewirtschaftung oder Überwachung der forstwirtschaftlichen, landwirtschaftlichen, weidmännischen, fischwirtschaftlichen Natur oder der Naturerhaltung;

— Naturerhaltung: gemäß Artikel 1 des Gesetzes über die Naturerhaltung, der Schutz der Flora und der Fauna, ihrer Gemeinschaften und ihrer Bewohner, sowie der Schutz des Bodens, des Untergrunds, der Gewässer und der Luft.

Artikel 186. Durch den vorliegenden Titel wird der Verkehr in den Wäldern und Forsten geregelt, die dem Forstgesetzbuch unterliegen oder nicht, mit Ausnahme:

1° der Straßen, ausgenommen der Flurbereinigungsstraßen, die auf ihrer gesamten Länge das problemlose Kreuzen von zwei Automobilen zulassen;

2° der Natur- und Forstschutzgebiete, mit Ausnahme der für den öffentlichen Verkehr zugelassenen Straßen, Wege und Pfade.

Artikel 186bis. Die Regierung ist berechtigt, einen beratenden Ausschuß einzurichten, in dem u.a. die Besitzer, die Nutzer und die Naturerhaltungsvereinigungen, entweder pro Gemeinde oder pro Waldgebiet, vertreten sind.

Die Regierung bestimmt ebenfalls dessen Durchführungsbestimmungen.

Artikel 187. Vorbehaltlich rechtmäßiger Gründe ist es verboten, jegliche Handlung durchzuführen, die Gefahr läuft, die im Wald herrschende Ruhe und das Verhalten des Wildes zu stören oder den Wechselbeziehungen zwischen der Tier- und Pflanzenwelt und ihrem natürlichen Lebensraum zu schaden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 5 und 200 BEF belegt.

Artikel 188. Die Regierung ist berechtigt, aus Gründen der Naturerhaltung, der Jagd, der Fischerei, des Tourismus und der Verwaltung der Wälder und Forste, den Verkehr in Wäldern und Forsten einzuschränken oder zu untersagen. Sie bestimmt ebenfalls die Durchführungsbestimmungen der Einschränkung oder des Verbots des Verkehrs.

Verstöße gegen die Ausführungserlasse der vorliegenden Bestimmung werden mit einem Bußgeld zwischen 26 und 100 BEF belegt.

Artikel 189. Die Regierung ist berechtigt, für den Bereich der Verwaltungsaktivitäten aus Gründen der Naturerhaltung die technischen Bedingungen sowie die Gebrauchsbedingungen festzulegen für die Automobile und Fahrzeuge, deren Verkehr in den Wäldern und Forsten abseits der öffentlichen Straßen erlaubt ist.

Verstöße gegen die Ausführungserlasse der vorliegenden Bestimmung werden mit einem Bußgeld zwischen 100 und 200 BEF belegt.

#### Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen für bestimmte Arten der Fortbewegung und bestimmte Aktivitäten

Artikel 190. Hunde und andere Haustiere sind an der Leine zu führen. Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 5 und 25 BEF belegt.

Artikel 191. Das Zelten außerhalb der zu diesem Zweck vorgesehenen Rastplätze ist untersagt, unter Strafindrohung eines Bußgeldes zwischen 26 und 50 BEF.

Artikel 192. Vorbehaltlich rechtmäßiger Gründe ist der Zugang für Fußgänger außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen, Wege, Pfade und Rastplätze untersagt.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel können mit einem Bußgeld zwischen 5 und 25 BEF belegt werden.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstoßenden Gruppenaktivität auf 100 bis 200 BEF erhöht.

Artikel 193. Der Zugang von Radfahrern, Skiläufern und Führern von Zug-, Last- oder Reittieren ist außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen, Wege, Pfade und Rastplätze untersagt.

Der Zugang von Radfahrern, Skiläufern und Führern von Zug-, Last- oder Reittieren zu den nicht in Absatz 1 angeführten Pfaden und Rastplätzen kann von der Regierung unter den von ihr festgelegten Bedingungen aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen, kulturellen und umweltschutzbezogenen Gründen, oder um den Zugang zu privaten Eigentümern zu ermöglichen, erlaubt werden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 26 bis 100 BEF belegt.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstößenden Gruppenaktivität auf 200 bis 300 BEF erhöht.

Artikel 194. Der Zugang von motorisierten Fahrzeugen ist außerhalb der zu diesem Zweck abgegrenzten Straßen und Rastplätze untersagt.

Der Zugang von motorisierten Fahrzeugen zu den nicht in Absatz 1 angeführten Wegen, Pfaden und Rastplätzen kann von der Regierung unter den von ihr festgelegten Bedingungen aus medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen, kulturellen und umweltschutzbezogenen Gründen, oder um den Zugang zu privaten Eigentümern zu ermöglichen, erlaubt werden.

Verstöße gegen den vorliegenden Artikel werden mit einem Bußgeld zwischen 50 und 200 BEF belegt.

Dieses Bußgeld wird für den Organisator einer gegen den vorliegenden Artikel verstößenden Gruppenaktivität auf 500 bis 5 000 BEF erhöht.

Artikel 195. Die Artikel 190 bis 194 sind nicht anwendbar auf den Eigentümer, seine Bezugsberechtigten und auf die Personen, die befugt sind, eine Verwaltungsaktivität auszuüben.

In den Wäldern und Forsten, deren Besitzer eine Gemeinde oder eine öffentliche Einrichtung ist, können Abweichungen von den Artikeln 193 und 194 nur nach Zustimmung des ständigen Ausschusses des Provinzialrates und nachdem diese die Forstverwaltung angehört hat, gewährt werden.

In den Wäldern und Forsten, deren Besitzer eine Provinz ist, können Abweichungen von den Artikeln 193 und 194 nur nach Zustimmung der Wallonischen Regierung und nachdem diese die Forstverwaltung angehört hat, gewährt werden.

#### *Abchnitt 3 — Sonderbestimmungen für die Abgrenzung*

Artikel 196. Die Regierung legt die Art und Weise der Durchführung der Abgrenzung von Straßen, Wegen, Pfaden und Rastplätzen in den Wäldern und Forsten fest.

Artikel 197. Die ständige oder zeitweilige Abgrenzung eines Pfades, um den Verkehr der in Artikel 193 angeführten Benutzer zu ermöglichen, ist erlaubnispflichtig.

Die Abgrenzung eines Weges oder eines Pfades, um den Verkehr der in Artikel 194 angeführten Benutzer zu ermöglichen, ist erlaubnispflichtig. Ausgenommen aus Nutzungsgründen kann diese Erlaubnis nur zeitweilig gewährt werden.

Die ständige oder zeitweilige Bestimmung eines Rastplatzes ist erlaubnispflichtig.

Die Regierung legt das Verfahren für die Erteilung einer Erlaubnis fest und bestimmt die für die Erteilung dieser Erlaubnis zuständige Behörde.

Artikel 198. Die in Artikel 197 angeführten Erlaubnisse können mit Sonderbedingungen verbunden sein. Sie können jederzeit durch die zuständige Behörde oder den Besitzer entzogen werden.

Artikel 199. Jegliche Person, die unerlaubt Abgrenzungen errichtet oder aufrechterhält, oder sie auf jegliche Art und Weise mutwillig zerstört oder beschädigt, wird mit einem Bußgeld von 50 BEF bestraft.

Art. 2. In Artikel 122 des Forstgesetzbuches, der diesem Gesetzbuch durch Artikel 1 des Dekrets vom 26. November 1987 beigefügt wurde, werden zwischen die Begriffe 'Kraftfahräder' und 'des Straffälligen' die Begriffe 'Fahräder oder Ski' eingefügt.

Art. 3. § 1. Die Artikel 165, 166 und 170 des Forstgesetzbuches werden mit dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets aufgehoben.

§ 2. Artikel 169 des Forstgesetzbuches wird durch folgende Bestimmung vervollständigt:

"5° Für die in Titel XIV vorgesehenen Verstöße, wenn der Täter ein Schneid- oder Extraktionswerkzeug oder eine Waffe bei sich trägt oder wenn der Verstoß zwischen dem 1. März und dem 30. Juni durchgeführt wird."

Art. 4. Aus Titel XIV "Subventionen der Wallonischen Region" wird Titel XV des Forstgesetzbuches und aus Artikel 185 wird Artikel 200 dieses Gesetzbuches.

Art. 5. Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1996 in Kraft."

#### *IV. In rechtlicher Beziehung*

— A —

##### *Klageschrift*

A.1. In Anbetracht des Vereinigungszwecks der ersten klagenden Partei sei ihre Klageerhebung vor dem Hof gegen ein Dekret, das die Möglichkeit einschränke, in den Wäldern Touren zu organisieren, zulässig. Die zwei weiteren Kläger seien Mitglieder der Vereinigung ohne Erwerbzweck — erste klagende Partei — und Liebhaber von Touren, insbesondere mit motorisierten Fahrzeugen, im Wald. Der dritte Kläger sei außerdem Inhaber einer Geländemotorradhandlung.

A.2. Zur Unterstützung der Klage werden fünf Klagegründe vorgebracht. Die ersten drei gehen von einer Verletzung der Zuständigkeitsvorschriften (A.3 bis A.5), die übrigen zwei von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung (A.6 und A.7) aus.

##### *Hinsichtlich der Verletzung der Zuständigkeitsvorschriften*

A.3.1. Der erste Klagegrund richtet sich gegen das gesamte Dekret vom 16. Februar 1995. Er geht von einem Verstoß gegen die Artikel 35, 39 und 134 der Verfassung sowie von einem Verstoß gegen die Artikel 6 § 1 II 1°, 6 § 1 III 2° und 4° bis 6°, 6 § 4 3°, 10 und 19 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aus.

A.3.2. Das fragliche Dekret regle den Verkehr von Fußgängern, Radfahrern, Schläufern, Führern von Tieren und Fahrern von Kraftfahrzeugen in den Wäldern, nicht nur abseits sondern auch auf der öffentlichen Straße. Indem sein Anwendungsgebiet sich darauf erstrecke, greife das Dekret in den Bereich des Straßenverkehrs im Sinne der koordinierten Gesetze vom 16. März 1968 und des königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 ein, wohingegen dieser Bereich weiterhin in die Kompetenz des föderalen Gesetzgebers falle. Ganz abgesehen von dem Nichtvorhandensein einer entsprechenden Zuständigkeitszuweisung an die Regionen, gehe dies implizit aus Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 hervor, durch welchen dem Föderalstaat die Verpflichtung auferlegt werde, die Regionalregierungen an der Ausarbeitung der Regeln der allgemeinen Aufsicht bezüglich der Verkehrs- und Beförderungsmittel, zu denen die Straßenverkehrsregeln gehören würden, zu beteiligen.

A.3.3. Bei den Vorarbeiten zum Dekret sei sich der Gesetzgeber dieses Eingriffs bewußt gewesen; die drei Zuständigkeitsgrundlagen, die bei diesen Vorarbeiten angeführt worden seien, würden sich aus folgenden Gründen als bestreitbar erweisen.

Erstens sei die Zuständigkeit der Regionen in Sachen Wälder, Naturschutz und Naturerhaltung lediglich hinsichtlich des Verkehrs abseits der öffentlichen Straßen angeführt worden.

Zweitens bestimme Artikel 3 der koordinierten Gesetze über die Straßenverkehrspolizei, daß der Landwirtschaftsminister ergänzende Maßnahmen festlegen könne, welche sich auf « für den öffentlichen Verkehr freigegebene Straßen in Staatsforsten, Natur- und Waldschutzgebieten » bezögen; diese Zuständigkeitsgrundlage sei inadäquat, da der Ausdruck « ergänzende Verordnungen » eindeutig darauf hinweise, daß « keine Übertragung von Gesetzgebungskompetenzen, sondern die Gewährung einer einfachen durchführenden Verordnungskompetenz » gemeint sei.

Drittens, hinsichtlich der impliziten Zuständigkeiten aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, sei den drei Bedingungen, deren Erfüllung diese Bestimmung gemäß der Rechtsprechung des Hofes voraussetze, nicht entsprochen worden.

Zunächst einmal sei die Notwendigkeitsbedingung nicht erfüllt, da andere Lösungen vorhanden gewesen seien, die es ermöglicht hätten, das vom Dekretgeber verfolgte Ziel zu erreichen, wobei es sich insbesondere um den Abschluß eines Zusammenarbeitsabkommens handele.

Anschließend könne der durch das Dekret vorgenommene Eingriff nicht als nebensächlich bezeichnet werden. Abgesehen davon, daß es sich um Tausende von Kilometern öffentlicher Straße handele, weise das Dekret einen ganz anderen Aufbau auf als die Straßenverkehrsordnung, was die Abgrenzung betrifft, denn so wie sie in den Artikeln 196 bis 199 des Dekrets geregelt werde, bringe diese Abgrenzung keine Verboisbestimmungen zum Ausdruck, sondern im Gegenteil Abweichungen von den im Dekret enthaltenen Verboten. Es sei demzufolge davon auszugehen, daß das Dekret die föderale Gesetzgebung im Bereich des Straßenverkehrs implizit abändere.

Schließlich sei die Straßenverkehrspolizei eine Angelegenheit, die sich nur schwer für eine differenzierte Regelung eigne; so würden verschiedene internationale Verträge darauf abzielen, die unterschiedlichen einzelstaatlichen Gesetze und Verordnungen zu vereinheitlichen.

A.4. Der zweite Klagegrund, der sich gegen Artikel 1 des Dekrets richtet, soweit dieses die Artikel 193, 194 und 195 in das Forstgesetzbuch einführt, geht von einer Verletzung der Artikel 35, 39 und 134 der Verfassung sowie der Artikel 6 § 4 3° und 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aus. Es wird vorgebracht, daß das Dekret dadurch, daß es die von der Permanentdeputation oder von der Wallonischen Regierung zu erteilende Genehmigung von Befreiungen bezüglich der den Gemeinden bzw. den Provinzen gehörenden Wälder vorsehe, gegen Artikel 7 des Sondergesetzes verstoße; diese Bestimmung schließe nämlich aus, daß die Region eine Verwaltungsaufsicht organisiere für Handlungen, die zum föderalen Kompetenzbereich gehören würden und für welche der föderale Gesetzgeber eine spezifische Aufsicht organisiert habe, was in den Artikeln 2 ff. der Gesetze bezüglich der Straßenverkehrspolizei geschehen sei.

A.5. Der dritte Klagegrund, der sich gegen das Dekret in dessen Gesamtheit richtet, geht von einer Verletzung von Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aus. Es wird vorgebracht, daß, da sich die wallonischen Wälder vielerorts über die Grenzen des Gebiets der Wallonischen Region hinaus erstrecken würden, wie dies etwa beim Waldgebiet des « Forêt de Soignes » der Fall sei, die vorgenannte Sonderbestimmung eine Konzertierung mit den zwei übrigen Regionen auferlege, welche jedoch nicht stattgefunden habe.

#### *Hinsichtlich der Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung*

A.6. Der vierte Klagegrund richtet sich gegen Artikel 1 des Dekrets, soweit dieser die neuen Artikel 193 und 194 in das Forstgesetzbuch einfügt. Es wird vorgebracht, daß der jeweilige Absatz 2 dieser beiden Artikel dadurch, daß er aus verschiedenen Gründen Abweichungen erlaube, ohne dabei die Möglichkeit vorzusehen, eine Sport- oder Freizeitaktivität auszuüben, einen Unterschied einführe, der angesichts der Artikel 10 und 11 der Verfassung nicht gerechtfertigt werden könne, unter Berücksichtigung der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung der Naturerhaltung und des Waldschutzes.

A.7. Der fünfte Klagegrund, der ebenfalls von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, richtet sich gegen Artikel 1 des Dekrets, soweit dieser einen neuen Artikel 195 in das Forstgesetzbuch einfügt. Es wird vorgebracht, daß dieser Artikel dadurch, daß er bestimme, daß die Artikel 190 und 194 nicht auf Personen anwendbar seien, die berechtigt seien, eine weidmännische oder fischwirtschaftliche Tätigkeit auszuüben, ohne daß er die gleiche Befreiung für Touren zu Sport- oder Erholungszwecken vorsehe, einen Unterschied einführe, der angesichts der vorgenannten Verfassungsbestimmungen nicht gerechtfertigt werden könne.

#### *Schriftsatz der Flämischen Regierung*

A.8.1. Das fragliche Dekret, das darauf abziele, die Wälder gegen « das Übermaß an verschiedenen Produktions-, Erholungs- und Sporttätigkeiten » zu schützen, verfolge konkret zwei Zielsetzungen. Einerseits gebe es die Zielsetzung der Naturerhaltung, der insbesondere durch das Fahrverbot für Kraftfahrzeuge auf den Wegen (Artikel 194) entsprochen werden solle, und andererseits eine harmonischere Forstpolitik und die Entwicklung eines qualitätsbewußten Fremdenverkehrs, indem die öffentlichen Straßen um so zugänglicher gemacht würden, wie das jeweilige Beförderungsmittel die Umwelt schone.

A.8.2. Was den ersten Klagegrund anbelangt, liege das Dekret in Artikel 6 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 begründet — insgesamt handele es sich dabei um die durch die Ziffern II 1° und 3°, III 2° bis 6°, VI 5° und X 2° bis dieser Bestimmung den Regionen zugewiesenen Zuständigkeitsbereiche. Ohne Rücksicht darauf, welche Zuständigkeitsgrundlage jeweils in Betracht zu ziehen, gebe es also keinen Grund, sich auf die in Artikel 10 des Sondergesetzes vorgesehenen impliziten Zuständigkeiten zu berufen. Außerdem sei es weder Sache der klagenden Partei, die Opportunität der vom Gesetzgeber zur Verwirklichung seiner Zielsetzungen gewählten Mittel zu beanstanden, noch sei es Sache des Hofes, darüber zu urteilen.

Was das Argument aufgrund von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft, so beziehe sich das Dekret an erster Stelle nicht auf die Straßenverkehrspolizei; diese habe nämlich dem Kassationshof zufolge zum Zweck, die Instandhaltung der Straßen und die Verkehrssicherheit von Verkehrsteilnehmern und Insassen zu gewährleisten — ein zweifacher Gegenstand, dem das angefochtene Dekret fremd sei. Aus der vorgenannten Sonderbestimmung lasse sich übrigens gar keine vorbehaltene föderale Zuständigkeit im Bereich der Straßenverkehrspolizei herleiten, welche auf jeden Fall im engen Sinne auszuliegen wäre. Da schließlich nur die allgemeine Verkehrspolizei ins Auge gefaßt werde, entziehe sich diesem Begriff die durch das Dekret organisierte besondere Verkehrspolizei — soweit sie nur die Wälder der Wallonischen Region bezwecke.

A.8.3. Was den zweiten Klagegrund anbelangt (regelwidrige Aufsicht durch die Region), impliziere die Tatsache, daß aus den vorgenannten Gründen das Dekret in die Regionalkompetenz falle, ebenfalls die Zuständigkeit der Region, eine spezifische Aufsicht über die einschlägigen Entscheidungen der dezentralisierten Behörden zu organisieren — eine Zuständigkeit, die eben in Artikel 7 des Sondergesetzes ihre Bestätigung finde. Außerdem entbehre der Klagegrund der faktischen Grundlage, denn Artikel 2 des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei habe keineswegs eine spezifische

Aufsicht über die in Artikel 195 des Forstgesetzbuches genannten Entscheidungen organisiert, da diese Entscheidungen keine ergänzenden Verkehrsregeln seien, die nicht notwendigerweise von Gemeinderäten ausgehen würden und sich nicht notwendigerweise auf öffentliche Straßen bezögen.

A.8.4. Der dritte Klagegrund (Nichtvorhandensein einer Konzertierung für die nicht ausschließlich wallonischen Wälder) erscheine widersprüchlich, da Artikel 6 § 2 1°, dessen Verletzung geltend gemacht werde, voraussetze, daß es sich um eine Bestimmung bezüglich der Wälder handle, die also zum Kompetenzbereich der Regionen gehöre, was eben von den klagenden Parteien in deren erstem Klagegrund bestritten werde. Zur Hauptsache sei festzuhalten, daß der Klagegrund unbegründet sei, da Artikel 6 § 2 1° sich nur auf die spezifischen Bestimmungen beziehe, was nicht im fraglichen Dekret enthalten sei; dieses sei ein Dekret allgemeiner Art, da es *per definitionem* auf alle Wälder der Wallonischen Region anwendbar sei.

A.8.5. Der vierte Klagegrund (Möglichkeiten diskriminierender Abweichungen) entbehre der faktischen Grundlage. Da Freizeit und Sport zum Begriff der Kultur gehören würden, könnten sie als « kulturelle Gründe » für die Gewährung der im jeweiligen Absatz 2 der Artikel 193 und 194 vorgesehenen Abweichungen in Betracht gezogen werden. Die kulturelle Art der vorgenannten Tätigkeiten ergebe sich übrigens aus ihrer Bezeichnung als kulturelle Angelegenheit in Artikel 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980, das in Anwendung von Artikel 127 der Verfassung angenommen worden sei.

A.8.6. Der fünfte Klagegrund (diskriminierende Abweichung) entbehre ebenfalls der faktischen Grundlage, soweit Artikel 195 keineswegs zwischen Jägern und Anglern einerseits und anderen Sportlern oder Erholungssuchenden andererseits unterscheide. Der in Artikel 195 enthaltene Hinweis auf den Begriff der Verwaltungsaktivität habe, da Jäger und Angler nicht unter diesen Begriff im Sinne von Artikel 185 fallen würden, nicht zur Folge, daß sie sich dem Anwendungsbereich der Artikel 190 und 194 des Dekrets entziehen würden.

#### *Schriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.9.1. Nach einer ausführlichen Beschreibung des Gegenstands des Dekrets sowie der Tragweite seiner verschiedenen Bestimmungen wird die Zulässigkeit der Klage angesprochen.

A.9.2. Es wird vorgebracht, daß angesichts der Rechtsprechung des Hofes bezüglich der Zulässigkeit der von Vereinigungen ohne Erwerbszweck erhobenen Klagen die dauerhafte Beschaffenheit der Tätigkeit der ersten klagenden Partei bestritten werden könne. Sowohl aus dem Datum der Gründung dieser Vereinigung ohne Erwerbszweck als auch aus der Art ihrer Tätigkeiten werde ersichtlich, daß sie nur zu dem Zweck gegründet worden sei, das fragliche Dekret anzufechten; die Verwirklichung anderer Tätigkeiten — in der Vergangenheit oder in der Gegenwart — entsprechend dem immateriellen Interesse, auf das sie sich berufe, sei nicht erwiesen.

A.9.3. Bezüglich der zweiten und der dritten klagenden Partei impliziere das Nichtvorhandensein eines Interesses der Vereinigung ohne Erwerbszweck — erste klagende Partei —, daß insofern, als sie ihre Eigenschaft als Mitglied dieser Vereinigung geltend machen würden, diese Eigenschaft genausowenig ausreiche, um ihr Interesse zu begründen.

Die an zweiter Stelle geltend gemachte Eigenschaft — Liebhaber von Touren, insbesondere mit motorisierten Fahrzeugen, im Wald — sei vage und unerheblich, da die Popularklage vor dem Hof unzulässig sei. Außerdem könnte ihnen die Nichtigerklärung des Dekrets keinen Vorteil bringen, da der Verkehr von Fußgängern außerhalb der Straßen und Wege bereits aufgrund der Artikel 165 und 166 des Forstgesetzbuches verboten sei; sie hätten höchstensfalls ein Interesse an der Anfechtung jener Bestimmungen des Dekrets, durch welche der Verkehr von Kraftfahrzeugen im Wald geregelt werde.

A.10.1. Hinsichtlich des ersten Klagegrunds impliziere das beschränkte Interesse der klagenden Parteien, daß dieser Klagegrund nur zur Nichtigerklärung jener Bestimmungen führen könnte, durch welche der Verkehr von Kraftfahrzeugen auf der öffentlichen Straße geregelt werde, wobei es sich nämlich nur um Artikel 194 des Dekrets handle.

A.10.2. Zur Hauptsache sei festzuhalten, daß das Dekret — so wie der Staatsrat es in seinem Gutachten analysiert habe — den Zugang zu den Wäldern und den Verkehr im Wald, entweder auf den Straßen, Wegen und Pfaden und auf den für die Öffentlichkeit zugänglichen abgegrenzten Rastplätzen, oder auf einigen von ihnen, oder außerhalb dieser Orte regle.

Unter Berücksichtigung dieses Gegenstands sei eine ausreichende Grundlage in Artikel 6 § 1 III 2° und 4° des Sondergesetzes enthalten, deren weitgefaste Tragweite sowohl aus dem Wortlaut als auch aus den Vorarbeiten hervorgehe. Weitere Bestimmungen des Sondergesetzes vom 8. August 1980 würden diese zweifache Zuständigkeitsgrundlage konsolidieren, und zwar die Ziffern I 1° (Raumordnung), II 1° (Umweltschutz) und III 5° und 6° (Jagd und Fischerei) von Artikel 6 § 1 des besagten Gesetzes. Der Staatsrat habe übrigens die Zuständigkeit der Regionen, den Verkehr in den Wäldern zu regeln, nicht bestritten.

A.10.3. Soweit der Klagegrund die Gültigkeit des Dekrets vom 16. Februar 1995 angesichts des Artikels 6 § 4 3° des Sondergesetzes mit der Begründung bestreite, daß es den Verkehr auf den öffentlichen Straßen regle, sei er unbegründet.

Die Regionalkompetenz im Bereich der Naturerhaltung und der Wälder beinhalte die Zuständigkeit, zusätzliche Verordnungen bezüglich der Straßenverkehrspolizei auf den Straßen und Wegen in den Wäldern zu erlassen; diese Zuständigkeit lasse sich nicht darauf beschränken, die bisherigen einschlägigen Gesetzesbestimmungen durchzuführen. Das Dekret habe übrigens einen umfassenderen Wirkungsbereich als Artikel 3 der koordinierten Gesetze über die Straßenverkehrspolizei, da es ebenfalls auf im Besitz von Privatpersonen befindliche Wälder anwendbar sei.

Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der bestimme, daß die Regionalregierungen an der Ausarbeitung der Vorschriften bezüglich der allgemeinen Aufsicht beteiligt würden, stehe im Zusammenhang mit der Angelegenheit des Transports und betreffe lediglich Regeln bezüglich der allgemeinen Aufsicht, weshalb die Zuständigkeit der Region, ergänzende Verordnungen bezüglich der Verkehrspolizei in den Wäldern zu erlassen, mit dieser Sonderbestimmung vereinbar sei. Außerdem tue das Dekret der föderalen Zuständigkeit im Bereich der Straßenverkehrspolizei keinen Abbruch; einerseits beeinflusse es weder die Sicherheit des Straßennetzes, noch die Geschwindigkeit, und andererseits gelte es nur in den Wäldern und ausschließlich auf den verkehrsschwachen Straßen, in Anbetracht des in Artikel 186 1° vorgesehenen Ausschlusses.

Aus den vorstehenden Ausführungen werde ersichtlich, daß die Berufung auf Artikel 10 nicht gerechtfertigt werden könne. Wie dem auch sei, wenn schon ein Eingriff vorliegen sollte, so wäre dieser nur nebensächlich und stünde er im Verhältnis zur verfolgten Zielsetzung, da die föderale Zuständigkeit im Bereich der allgemeinen Straßenverkehrspolizei und die Gemeinschaftszuständigkeit im Bereich des Fremdenverkehrs unberührt bleiben würden; von einem Zusammenarbeitsabkommen mit den betreffenden Behörden könne demzufolge nicht die Rede sein.

A.11.1. Was den zweiten Klagegrund betrifft, ergebe sich aus dem beschränkten Interesse der klagenden Parteien, daß dieser Klagegrund nur insofern zulässig sei, als er sich auf jene Dekretsbestimmungen beziehe, welche den Verkehr von Kraftfahrzeugen regeln würden.

A.11.2. Die Gemeinden und Provinzen könnten — wie jeder andere Eigentümer auch — einer Person oder einer Gruppe von Personen erlauben, sich in ihre Wälder zu begeben. Während nur sie allein den Fußgängern die Erlaubnis erteilen würden, unterliege diese — je nach dem Fall — der Aufsicht der Permanentdeputation bzw. der Wallonischen Regierung, wenn sie sich auf Radfahrer, Schilläufer, Führer von Zug-, Last- oder Reittieren oder Fahrer von Kraftfahrzeugen beziehe. Die somit in den Absätzen 2 und 3 von Artikel 195 organisierte Aufsicht laufe auf eine spezifische Aufsicht über eine regionale Angelegenheit — Naturerhaltung und Forstverwaltung — hinaus, was vollkommen in Übereinstimmung mit Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 stehe.

A.12. Artikel 6 § 1 III 4° des Sondergesetzes, dessen Verletzung zur Unterstützung des dritten Klagegrunds geltend gemacht werde und der eine Beschränkung der Regionalkompetenz und -autonomie in bezug auf die Wälder darstelle, sei im engen Sinne auszulegen; er erlege die Konzertierung nur für spezifische Bestimmungen auf, d.h. diejenigen, die sich auf bestimmte Wälder bezögen, welche auf dem Gebiet von mehr als nur einer Region gelegen seien, nicht aber für allgemeine Bestimmungen, die — so wie das fragliche Dekret — auf die Gesamtheit der Wälder einer bestimmten Region anwendbar seien.

A.13.1. In Anbetracht des Interesses der Kläger sei der vierte Klagegrund nur angesichts jener Dekretsbestimmungen zulässig, die den Verkehr von Kraftfahrzeugen regeln würden.

A.13.2. Hinsichtlich der vom Dekretgeber verfolgten Zielsetzungen sei es relevant, die Wallonische Regierung dazu zu ermächtigen, aus den im Dekret genannten Gründen individuelle Abweichungen von den Verkehrsregeln in den Wäldern einzuräumen und dies nicht bei jenen Tätigkeiten zu tun, die vielmehr persönlichen Interessen entsprechen würden, wie etwa Sport- und Freizeitaktivitäten. Diese seien übrigens weiterhin möglich, und zwar einerseits — je nach dem Fall — auf den Straßen, Wegen und Pfaden und auf den dazu abgegrenzten Rastplätzen und andererseits, im Falle der kraft Artikel 197 durchgeführten Abgrenzung oder wenn es sich um einen Privatwald handele, mit der Zustimmung der Eigentümer.

A.14. Was den fünften Klagegrund betrifft, würden die in den Artikeln 185 und 195 jeweils definierten und ins Auge gefaßten Verwaltungsaktivitäten nicht den Verkehr von Jägern und Anglern für deren persönlichen Bedarf umfassen; so ausgelegt, verstoße Artikel 195 nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

#### *Erwiderungsschriftsatz der Wallonischen Regierung*

A.15.1. Was den ersten Klagegrund betrifft, so habe der Hof in seinem Urteil Nr. 17/96 vom 5. März 1996 für Recht erkannt, daß die Regionalkompetenz im Bereich der Naturerhaltung und insbesondere im Bereich der Erhaltung der Wälder « die Region [ermächtigt], alle für ihre Ausübung erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen ».

A.15.2. Was den zweiten Klagegrund betrifft, sei Artikel 195 schließlich so aufzufassen, daß er nicht eine spezifische Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 organisiere, sondern eine Kontrolle hinsichtlich der Zweckbestimmung der zum wallonischen Waldbestand gehörenden Wälder. Er finde eine ausreichende Grundlage in Artikel 6 § 1 III 1° und 4° des Sondergesetzes, was durch das vorgenannte Urteil Nr. 17/96 des Hofes bezüglich des Dekrets des Wallonischen Region vom 16. September 1995 bestätigt werde, dessen Gedankengang sinngemäß auf den vorliegenden Fall übertragen werden könne.

A.15.3. Hinsichtlich der übrigen drei Klagegründe verweist die Wallonische Regionalregierung auf ihren Schriftsatz.

#### *Erwiderungsschriftsatz der Kläger*

A.16.1. Was das Interesse der ersten klagenden Partei, der VoE Codever Belgium, an der Klageerhebung betrifft, so habe sie trotz ihrer tatsächlich erst vor kurzem erfolgten Gründung einen umfassenden Tätigkeitsbereich, übrigens im Sinne der auf diese Angelegenheit bezüglichen Tätigkeiten. Neben ihrer Aktion im Zusammenhang mit dem fraglichen Dekret habe die erste klagende Partei eine Broschüre herausgegeben, an zahlreichen Ausstellungen, Messen und sportlichen Veranstaltungen teilgenommen und beabsichtige, Wanderungen oder Touren in den Wäldern zu organisieren, auch wenn sie dies bisher noch nicht getan habe. Während der Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret sei auf ihre Tätigkeiten hingewiesen worden, und die Wallonische Regierung habe sich sogar lobend darüber ausgesprochen. Sie weise also ein Interesse an der Klageerhebung auf, welches sich nicht auf die Bestimmungen bezüglich des Verkehrs von Kraftfahrzeugen beschränke, da sowohl aus ihrer Satzung als auch aus ihren Tätigkeiten hervorgehe, daß sie für die Förderung und den Schutz jeder Freizeitbeschäftigung in der Natur eintrete, ohne Rücksicht darauf, ob es dazu eines Fahrzeugs bedürfe oder nicht.

A.16.2. Unter Berücksichtigung des Gegenstands des Dekrets habe jeder Bürger ein Interesse daran, es anzufechten. D. Naveau und P. Delwiche würden zahlreiche Tätigkeiten innerhalb der Vereinigung ohne Erwerbszweck — erste klagende Partei — ausüben; ersterer sei Sekretär dieser Vereinigung. Abgesehen davon, daß beide Liebhaber von Touren im Wald seien, treibe die minderjährige Tochter von D. Naveau dort Pferdesport, während P. Delwiche in Wépion eine Motorradhandlung betreibe, die durch das Inkrafttreten des fraglichen Dekrets ernsthaft betroffen sei.

A.17.1. Hinsichtlich des ersten Klagegrunds wird vorgebracht, daß der Umweltminister während der Vorarbeiten eingeräumt habe, daß die regionalen Zuständigkeiten im Bereich der Wälder, des Naturschutzes und der Naturerhaltung nur teilweise dem Dekret zugrunde gelegt werden könnten, d.h. nur insofern, als dieses Dekret den Verkehr außerhalb der öffentlichen Straßen regle. Aus den Vorarbeiten zu Artikel 6 § 1 III 2° und 4° gehe nämlich keineswegs hervor, daß der Straßenverkehr auf den durch die Wälder führenden öffentlichen Straßen gemeint sei; obwohl während dieser Vorarbeiten die Regionalkompetenz hinsichtlich des Forstgesetzbuches ins Auge gefaßt worden sei, so enthalte dieses Gesetzbuch keineswegs eine Bestimmung, durch welche der Verkehr auf den öffentlichen Straßen geregelt werde. Da die Region den eigentlichen Bereich der Wälder verlasse, um den Verkehr von Personen und Fahrzeugen auf der öffentlichen Straße zu regeln, greife sie in den Bereich des Straßenverkehrs ein, der in die Zuständigkeit des Föderalstaates falle.

A.17.2. Im Gegensatz zur Wallonischen Regierung bezweifle die Flämische Regierung zu Unrecht, daß das Dekret von der Straßenverkehrspolizei handele. Die Zielsetzung des Dekrets werde nämlich mit derjenigen verwechselt, die durch Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrspolizeiordnung verfolgt worden sei. So hätten die verschiedenen im Dekret vorgesehenen Verbote den gleichen Gegenstand wie jene Verbote, die durch die verschiedenen, dem vorgenannten königlichen Erlaß im Anhang beigefügten Schilder zum Ausdruck gebracht worden seien. Der Umstand, daß die betreffenden öffentlichen Straßen durch Wälder führen und die Verbote Folgen für diese Wälder und für deren Ökosystem nach sich ziehen würden, ändere nichts an der Art der fraglichen Maßnahmen — die weiterhin Maßnahmen bezüglich der Straßenverkehrspolizei seien — und könne nicht eine Zuständigkeitsübertragung an die Regionen rechtfertigen.

Die zwei von der Flämischen Regierung angeführten Urteile des Kassationshofes würden die Rechtsauffassung der Kläger nicht entkräften. Einerseits könnten sie nicht eine Lösung bestätigen, die im Widerspruch zu einer durch einen königlichen Erlaß berücksichtigten Umschreibung stünde, und andererseits würden sie falsch ausgelegt. Das fragliche Dekret ziele darauf ab, die darin genannten Straßen, Wege und Pfade zu schützen und somit zu erhalten, indem der Verkehr in den Wäldern nur noch bedingt möglich sei, d.h. je nach der Entsprechung zwischen der Art des benutzten Weges und dem verwendeten Transportmittel.

A.17.3. Die Beteiligungspflicht aufgrund von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 setze zwangsläufig voraus, daß die Angelegenheit der Straßenverkehrspolizei in die Zuständigkeit des Föderalstaates falle; dies werde im Urteil des Hofes Nr. 5/96 vom 18. Januar 1996 bestätigt.

Der von der Flämischen Regierung gemachte Unterschied zwischen der allgemeinen Aufsicht und der besonderen Aufsicht beruhe weder auf dem Sondergesetz noch auf den Vorarbeiten dazu; laut diesen Vorarbeiten betreffe im Gegenteil « die allgemeine Aufsicht [...] die Polizeiverordnungen, welche auf die verschiedenen Beförderungsarten anwendbar sind, wie [...] die Straßenverkehrspolizei », wobei letztgenannte alle öffentlichen Straßen des Landes regele, ohne Rücksicht darauf, ob sie durch einen Wald führen oder nicht.

A.17.4. Die Gesetzesbestimmungen, auf die die Wallonische Regierung Bezug nehme, um eine dekretmäßige Zuständigkeit zu begründen, würden nur eine Verordnungszuständigkeit betreffen; außerdem könnten sie nicht als ordentliche Gesetze eine Gesetzgebungskompetenz zugunsten einer Region oder Gemeinschaft übertragen.

A.17.5. Wie die Flämische Regierung vertrete die Wallonische Regierung die Meinung, daß die Berufung auf Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nicht angebracht sei; sie nehme also einen Umschwung gegenüber den Vorarbeiten zum Dekret vor, während welcher die impliziten Zuständigkeiten vom wallonischen Umweltminister ausführlich zum Ausdruck gebracht worden seien, um dem Dekret eine zuständigkeitsbezogene Grundlage zu vermitteln. Keine der drei Voraussetzungen für die Anwendung der besagten impliziten Zuständigkeiten sei im vorliegenden Fall erfüllt.

An erster Stelle sei — wie in der Klageschrift hervorgehoben worden sei — ein Eingriff in die föderale Zuständigkeit im Bereich der Straßenverkehrspolizei nicht die einzige Möglichkeit gewesen, die Zielsetzungen im Bereich der Wälder und der Naturerhaltung zu verwirklichen. Anschließend könne dieser Eingriff nicht als nebensächlich bezeichnet werden, denn einerseits handle es sich um Tausende von Kilometern öffentlicher Straße und andererseits gehe er von einem Aufbau aus, der sich grundlegend von demjenigen der Straßenverkehrsordnung unterscheide, indem eine verpflichtende Abgrenzung — im Gegensatz zur Straßenverkehrsordnung — nicht das Inkrafttreten der darin enthaltenen Verbote bestimme. Schließlich sei die Voraussetzung bezüglich einer möglichen differenzierten Behandlung nicht nur erforderlich, darüber hinaus sei sie im vorliegenden Fall nicht erfüllt, da diese Angelegenheit im Gegenteil Gegenstand von internationalen Verträgen sei, die darauf abzielen würden, die verschiedenen einzelstaatlichen Gesetzgebungen zu vereinheitlichen.

A.18. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds und der in diesem Zusammenhang von der Flämischen und der Wallonischen Regierung geäußerten Bemerkungen sei darauf hinzuweisen, daß Artikel 195 tatsächlich auf den Verkehr auf den öffentlichen Straßen anwendbar sei; da Artikel 195 Abweichungen von den in den Artikeln 193 und 194 vorgesehenen Verböten betreffe, welche sich auf bestimmte öffentliche Straßen bezögen, beziehe er sich also ebenfalls auf die öffentlichen Straßen.

Der Verstoß gegen Artikel 7 des Sondergesetzes setze nicht voraus, daß die der fraglichen regionalen Aufsicht unterworfenen Handlungen mit denjenigen identisch wären, die der föderalen Aufsicht unterliegen würden. Es genüge ihre Gleichwertigkeit und Ähnlichkeit, die in diesem Fall vorliege.

A.19. Hinsichtlich des dritten Klagegrunds, der den ersten zwei Klagegründen untergeordnet sei, sei darauf hinzuweisen, daß in der Argumentation der Flämischen und der Wallonischen Regierung Ursache und Wirkung miteinander verwechselt würden. Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes impliziere in Wirklichkeit, daß, wenn eine Region allgemeine Maßnahmen bezüglich der Wälder ergreifen wolle, sie vorher eine Konzertierung zu veranlassen habe, damit geprüft werde, ob keine spezifischen Bestimmungen für jene Wälder vorzusehen seien, welche sich auf das Gebiet von mehr als nur einer Region erstrecken würden; diese Konzertierung habe im vorliegenden Fall nicht stattgefunden, was implizit aus dem von der Flämischen und der Wallonischen Regierung eingenommenen Standpunkt ersichtlich werde.

A.20. Hinsichtlich des vierten Klagegrunds würden die Kläger zur Kenntnis nehmen, daß für die Flämische Regierung die Sport- und Freizeitaktivitäten ebenfalls im jeweiligen Absatz 2 der neuen Artikel 193 und 194 ins Auge gefaßt würden, und möchten, daß diese Auslegung vom Hof bestätigt werde.

Hinsichtlich der Argumentation der Wallonischen Regierung sei darauf hinzuweisen, daß die Verfolgung persönlicher Interessen ebenfalls bei jenen Abweichungen vorhanden sei, die insbesondere auf kulturellen und wissenschaftlichen Gründen basieren würden; der Umstand, daß der Verkehr in den Wäldern zu Sport- oder Erholungszwecken möglich bleibe, beinhalte außerdem, daß diese Art des Verkehrs nicht diskriminierend behandelt werden dürfe.

A.21. Hinsichtlich des fünften Klagegrunds sei zu betonen, daß die von der Flämischen und der Wallonischen Regierung zu Artikel 195 vorgebrachte Interpretation nicht mit dem Wortlaut dieser Bestimmung vereinbar sei. Die « Tätigkeiten der Verwaltung der weidmännischen und fischwirtschaftlichen Natur », auf die Artikel 185 verweise, würden sich in Wirklichkeit auf die Jagd und das Angeln als sportliche Betätigung beziehen, weshalb tatsächlich eine Diskriminierung zwischen den Sport- oder Freizeitaktivitäten und den anderen, ähnlichen Aktivitäten, die diese Abweichung nicht genießen würden, vorliege.

— B —

*Hinsichtlich der Zulässigkeit des von den klagenden Parteien hinterlegten « erläuternden Erwidernngsschriftsatzes »*

B.1. Am 30. April 1996 haben die klagenden Parteien einen « erläuternden Erwidernngsschriftsatz » hinterlegt; da die für die Hinterlegung eines Erwidernngsschriftsatzes laut Artikel 89 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof vorgesehene Frist am 25. März 1996 abgelaufen ist, ist der vorgenannte Schriftsatz unzulässig und wird er von der Verhandlung ausgeschlossen.

*Hinsichtlich der Zulässigkeit der Klage*

*Bezüglich der ersten klagenden Partei, der VoE Codever Belgium*

B.2.1. Wenn eine Vereinigung ohne Erwerbszweck sich auf ein kollektives Interesse beruft, ist es erforderlich, daß ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich dieses Interesse nicht auf die individuellen Interessen der Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und daß dieser Vereinigungszweck tatsächlich erstrebt wird, was nach wie vor aus der konkreten und dauerhaften Tätigkeit der Vereinigung hervorgehen soll.

B.2.2. Der Vereinigungszweck der ersten klagenden Partei, der VoE Codever Belgium, lautet gemäß Artikel 4 ihrer Satzung folgendermaßen:

« Die Vereinigung bezweckt die Förderung und den Schutz von Tätigkeiten und Freizeitaktivitäten in der Natur, ohne Rücksicht darauf, ob dabei von einem Fortbewegungsmittel Gebrauch gemacht wird. In diesem Zusammenhang kann die Vereinigung Messen, Ausstellungen und andere Kultur-, Sport- oder Medienveranstaltungen organisieren bzw. daran mitwirken, und zwar auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene. Sie kann Sternfahrten, Touren, Treffen und andere ähnliche Tätigkeiten veranstalten. Die Vereinigung erteilt Beratung und Empfehlungen im gesamten Bereich der Benutzung öffentlicher Straßen. Die Vereinigung kann alle Handlungen vornehmen, die unmittelbar oder



mittelbar mit ihrem oben definierten Zweck zusammenhängen. Sie kann an jeder Organisation, die ganz oder teilweise einen ähnlichen Zweck verfolgt, mitwirken, sich in welcher Form auch immer daran beteiligen und sich ihr anschließen.»

B.2.3. Die klagende Vereinigung erfüllt die vorgenannten Bedingungen. Ihr Vereinigungszweck unterscheidet sich vom allgemeinen Interesse und scheint sich nicht auf die Vertretung der individuellen Interessen ihrer Mitglieder zu beschränken. Soweit dieser Vereinigungszweck die Veranstaltung von «Sternfahrten, Touren, Treffen und anderen ähnlichen Aktivitäten» betrifft, kann er vom angefochtenen Dekret beeinflusst werden. Obwohl schließlich diese klagende Partei einräumt, daß der vorgenannte Aspekt ihres Vereinigungszwecks noch nicht zur Durchführung gebracht worden ist, geht aus den in ihrem Erwiderungsschriftsatz angeführten Tatsachen in ausreichendem Maße die dauerhafte Beschaffenheit ihrer Tätigkeit hervor und läßt sich daraus nicht schließen, daß sie ihren Vereinigungszweck im Hinblick darauf festgelegt hätte, die Zulässigkeit ihrer Klage gegen das angefochtene Dekret sicherzustellen.

*Bezüglich des zweiten und des dritten Klägers D. Naveau und P. Delwiche*

B.3.1. In ihrer Klageschrift beziehen sich D. Naveau und P. Delwiche zur Rechtfertigung ihres Interesses — neben anderen Argumenten — auf ihre Eigenschaft als Liebhaber von Touren, insbesondere mit motorisierten Fahrzeugen, im Wald. P. Delwiche macht außerdem geltend, daß er eine Geländemotorradhandlung betreibt.

B.3.2. Die von D. Naveau und P. Delwiche geltend gemachte Eigenschaft als Liebhaber von Touren, insbesondere mit motorisierten Fahrzeugen, im Wald wird aus verschiedenen, dem Erwiderungsschriftsatz beigelegten Schriftstücken ersichtlich. Ihre Situation kann — in dieser Eigenschaft — unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch ein Dekret beeinflusst werden, das unter anderem den Zugang von Kraftfahrzeugen abseits der Straßen und der übrigen dazu abgegrenzten Rastplätzen verbietet. Ihre Klage ist zulässig.

*Zur Hauptsache*

B.4. Zur Unterstützung ihrer Klage machen die Kläger fünf Klagegründe geltend. Die ersten drei Klagegründe gehen von einer Verletzung der Zuständigkeitsvorschriften, die letzten zwei von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung aus.

*Hinsichtlich der Klagegründe wegen Verletzung der Zuständigkeitsvorschriften*

*Bezüglich des ersten Klagegrunds*

B.5. Der erste Klagegrund, der das gesamte Dekret betrifft, beruht auf einer Verletzung der Artikel 35, 39 und 134 der Verfassung sowie der Artikel 6 § 1 II 1°, 6 § 1 III 2° und 4°, 6 § 4 3°, 10 und 19 § 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen. Die Kläger machen geltend, daß das Dekret eine Reglementierung des Verkehrs von Fußgängern, Radfahrern, Schiläufern und Führern von Zug-, Last- oder Reittieren sowie von Fahrern von Kraftfahrzeugen auf den öffentlichen Straßen in den Wäldern einführe, wohingegen einerseits die Straßenverkehrspolizei kraft Artikel 6 § 4 des Sondergesetzes eine der föderalen Zuständigkeit unterliegende Angelegenheit geblieben sei und andererseits die Annahme des Dekrets nicht «notwendig» im Sinne von Artikel 10 des vorgenannten Sondergesetzes sei.

B.6. Das Dekret vom 16. Februar 1995 regelt den Zugang zu den Wäldern und den Verkehr in den Wäldern, entweder auf den Straßen, Wegen und Pfaden sowie auf den dazu abgegrenzten Rastplätzen, oder auf einigen von ihnen, oder außerhalb dieser Orte.

Laut der Begründungsschrift (*Dok., Wallonischer Regionalrat, 1994-1995, 272, Nr. 22; Sondersitzungsperiode 1992, 17, Nr. 2; Sondersitzungsperiode 1992, 52, Nr. 2bis*) verfolgt das Dekret hauptsächlich zwei Zielsetzungen:

« — eine Zielsetzung der Naturerhaltung, der durch das Verbot von Kraftfahrzeugen auf den Wegen gemäß Artikel 194 und durch den Schutz des Waldökosystems gemäß Artikel 189 entsprochen wird;

— eine Zielsetzung der harmonischeren Forstpolitik und demzufolge der Entwicklung eines qualitätsbewußten Fremdenverkehrs;

+ durch die Einführung einer Zugänglichkeit der öffentlichen Straßen, die um so größer ist, je nachdem das Beförderungsmittel die Umwelt schont, wobei die Fußgänger Zugang zu den Straßen, Wegen und Pfaden, die Radfahrer, Schiläufer und Reiter zu den Straßen und Wegen und die Kraftfahrzeuge zu den Straßen haben (Artikel 192 bis 194);

+ durch die Gewährung von gesetzestechnischen Mitteln an die Wallonische Regierung, ein System der Abgrenzung der Straßen, Wege, Pfade und Rastplätze für die wallonischen Wälder zu organisieren (Artikel 196 bis 199), wobei diese Abgrenzung auch als ein System dienen kann, von dem punktuell abgewichen werden kann.»

B.7. Artikel 6 § 1 III des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung erteilt den Regionen die Zuständigkeit für die Regelung von

« 1° [...]

2° Schutz und Erhaltung der Natur, mit Ausnahme der Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von nicht einheimischen Pflanzenarten sowie von nicht einheimischen Tierarten und Kadavern;

3° [...]

4° Wälder;

[...]. »

Indem der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber den Regionen die Zuständigkeit im Bereich des Schutzes und der Erhaltung der Natur sowie im Bereich der Wälder übertragen haben, haben sie ihnen unter Vorbehalt der in Artikel 6 § 1 III 2° *in fine* genannten Ausnahme die gesamte Zuständigkeit erteilt, die Vorschriften zu erlassen, die diesen Angelegenheiten eigen sind, und zwar unbeschadet ihrer etwaigen Berührung auf Artikel 10 des Sondergesetzes.

B.8. Ein Dekret, das auf allgemeine Weise den Schutz des Waldökosystems bezweckt, indem insbesondere der Zugang zu den Wäldern abseits der Straßen, Wege und Pfade, die durch die Wälder führen, untersagt und die Benutzung dieser Wege je nachdem geregelt wird, wie die jeweiligen Beförderungsmittel dieses Ökosystem beeinträchtigen, paßt in den Rahmen der regionalen Zuständigkeit im Bereich der Wälder sowie im Bereich des Schutzes und der Erhaltung der Natur.

B.9. Es soll allerdings geprüft werden, ob das Dekret insofern, als es den Verkehr in den Wäldern regelt, ebenfalls durch die vorgenannte zweifache Regionalkompetenz gerechtfertigt werden kann.

B.10.1. Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt folgendes:

« Die Regierungen werden beteiligt an

[...]

3° der Ausarbeitung der Vorschriften bezüglich der allgemeinen Aufsicht und der Regelung des Verkehrs- und Transportwesens [...];

[...].»

Den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung zufolge (*Parl. Dok., Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/1, S. 21*) betrifft die « allgemeine Aufsicht » die Polizeiverordnungen, welche auf die verschiedenen Beförderungsarten anwendbar sind, wie

- die Straßenverkehrspolizei,
- die allgemeine Schifffahrtsordnung,
- die Eisenbahn-Polizeiordnung,
- die Aufsicht über den Personenverkehr per Straßenbahn, Stadtbahn, U-Bahn, Linienomnibus und Reiseomnibus,
- die Aufsicht über Seefahrt und Luftfahrt.

B.10.2. Aus der Verbindung der vorgenannten Artikel 6 § 1 III 2° und 4° und 6 § 4 3° geht hervor, daß die Regionen dafür zuständig sind, alle Regeln anzunehmen, die der Angelegenheit des Schutzes und der Erhaltung der Natur sowie derjenigen der Wälder eigen sind, aber daß diese Zuständigkeitszuweisung nicht die Befugnis beinhaltet, die Regeln der allgemeinen Aufsicht oder die Reglementierung des Verkehrs und des Transports anzunehmen — insbesondere die Regeln der Straßenverkehrspolizei —, da diese Zuständigkeit föderal geblieben ist, auch wenn die Regionalregierungen an ihrer Ausarbeitung beteiligt werden müssen.

B.10.3. Mit dem Ausdruck « Straßenverkehrspolizei » hat der Sondergesetzgeber auf jene Angelegenheit verwiesen, die insbesondere durch die durch den königlichen Erlaß vom 16. März 1968 koordinierten Gesetze bezüglich der Straßenverkehrspolizei sowie durch den königlichen Erlaß vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Straßenverkehrspolizeiordnung geregelt wurde.

Artikel 1 Absatz 1 der koordinierten Gesetze über die Straßenverkehrspolizei ermächtigt den König dazu, « die allgemeinen Verordnungen über die Polizei bezüglich des Straßenverkehrs von Fußgängern, Beförderungsmitteln auf dem Landwege sowie von Tieren festzulegen [...] ».

Zur Durchführung dieser Ermächtigung wurde der vorgenannte königliche Erlaß vom 1. Dezember 1975 angenommen. Artikel 1 Absatz 1 dieses königlichen Erlasses besagt, daß die Verordnung « für den Verkehr von Fußgängern, Fahrzeugen, Zug-, Last- oder Reittieren und von Vieh auf der öffentlichen Straße » gilt. In Artikel 2 werden mehrere Begriffe definiert, darunter die Ausdrücke « Pfad », « Feldweg » und « Kraftfahrzeugstraße ».

Titel II präzisiert die Verkehrsregeln: Artikel 9 regelt den Platz der Fahrer — insbesondere der Radfahrer, der Mopedfahrer und der Führer von Zug- oder Reittieren — auf der öffentlichen Straße; Artikel 22 läßt — Ausnahme vorbehalten — nur Kraftfahrzeuge zum Verkehr auf Kraftfahrzeugstraßen zu; Artikel 43 bezieht sich auf die Radfahrer und Mopedfahrer und Artikel 55 auf die Führer von Tieren.

Titel III des königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 bezieht sich seinerseits auf die Verkehrszeichen. In diesem Titel legt Artikel 68 die Verkehrsschilder fest, darunter insbesondere das Zufahrtsverbot für Fahrer von Kraftfahrzeugen mit mehr als zwei Rädern (Schild C5), von Motorrädern, Mopeds und Fahrrädern (C7, C9 und C11), für Reiter (C15) und für Fußgänger (C19).

B.10.4. Aus den vorstehenden Ausführungen geht hervor, daß die Straßenverkehrspolizei die eine föderale Zuständigkeit geblieben ist, insbesondere jene Vorschriften umfaßt, die die öffentlichen Straßen definieren, sowie diejenigen, durch welche die Kategorien von Verkehrsteilnehmern definiert werden, die die öffentlichen Straßen benutzen dürfen oder nicht, sowie die Vorschriften, die sich auf die Verkehrszeichen im Zusammenhang mit den vorgenannten Gegenständen beziehen.

B.10.5. Soweit das Dekret die Begriffe « Pfad », « Weg » und « Straße » (Artikel 185) definiert, die Beförderungsweisen präzisiert, die jeweils Zugang dazu haben bzw. dort verboten sind (Artikel 193, 194 und 195), und dort die betreffende Abgrenzung regelt (Artikel 196 bis 199), regelt es Gegenstände, die der Straßenverkehrspolizei unterstehen, im Sinne von Artikel 6 § 4 3° des Sondergesetzes. In diesen Bestimmungen tut es demzufolge einer föderal gebliebenen Zuständigkeit Abbruch.

Es soll allerdings geprüft werden, ob die Ausübung der Regionalkompetenz im Bereich der Naturerhaltung und der Wälder nicht die Annahme der vorgenannten Bestimmungen des Dekrets voraussetzte und ob sie demzufolge im Bereich der Zuständigkeit nicht durch Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung gerechtfertigt werden.

B.11.1. Dieser Artikel 10 bestimmt folgendes:

« Die Dekrete können in Angelegenheiten, für die die Räte nicht zuständig sind, Rechtsbestimmungen enthalten, soweit diese Bestimmungen für die Ausübung ihrer Zuständigkeit notwendig sind. »

Gemäß dieser Bestimmung können die Regionen eine Angelegenheit regeln, für die der Staat zuständig ist, und zwar entweder kraft eines ausdrücklichen Vorbehalts in den Zuständigkeitsverteilungsvorschriften, oder aufgrund seiner Restkompetenz. Im Hinblick auf die Vereinbarkeit mit dem durch das Sondergesetz eingeführten System der ausschließlichen Zuständigkeiten ist eine Berufung auf Artikel 10 dieses Gesetzes jedoch nur unter der zweifachen Bedingung zulässig, daß die vorbehaltene Angelegenheit sich für eine differenzierte Regelung eignet und daß die Auswirkungen auf die vorbehaltene Angelegenheiten nur nebensächlich sind.

B.11.2. Die Anwendungsbedingungen von Artikel 10 des Sondergesetzes sind im vorliegenden Fall erfüllt.

B.11.3. Es zeigt sich einerseits, daß der wallonische Gesetzgeber es berechtigterweise für notwendig halten konnte, den Verkehr — unter anderem von Kraftfahrzeugen — auf den durch die Wälder führenden Straßen zu regeln, um seine Zuständigkeit im Bereich des Waldschutzes auszuüben.

B.11.4. Andererseits eignet sich die somit geregelte Angelegenheit für eine differenzierte Behandlung und kann die Zuständigkeitsüberschreitung als nebensächlich bezeichnet werden.

Der Sondergesetzgeber war sich zum Zeitpunkt der Annahme des vorgenannten Sondergesetzes nämlich dessen bewußt, daß die durch den königlichen Erlaß vom 16. März 1968 koordinierten Gesetze bezüglich der Straßenverkehrspolizei bereits in ihrem Artikel 3 § 1 3° die Möglichkeit für den Landwirtschaftsminister vorsahen, ergänzende Verordnungen für die « für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Straßen in Staatsforsten, Natur- und Waldschutzgebieten » festzulegen, weshalb bereits vor der Annahme des fraglichen Dekrets eine spezifische Reglementierung des Verkehrs auf den öffentlichen Straßen in den Wäldern vorgesehen war.

Der Hof weist außerdem darauf hin, daß kraft des neuen Artikels 186 1° des Forstgesetzbuches, der durch Artikel 1 des Dekrets eingefügt wurde, dieses Gesetzbuch nicht anwendbar ist auf Straßen, auf deren das problemlose Kreuzen von zwei Kraftfahrzeugen auf deren gesamter Länge möglich ist. Daraus ergibt sich, daß das Dekret hauptsächlich nur den Verkehr auf zweitrangigen Straßen regelt.

B.12. Aus den vorstehenden Ausführungen geht hervor, daß der Dekretgeber aufgrund von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung zuständig ist, was die Dekretsbestimmungen bezüglich des Straßenverkehrs betrifft.

Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*Bezüglich des zweiten Klagegrunds*

B.13.1. Der zweite Klagegrund richtet sich gegen Artikel 1 des Dekrets vom 16. Februar 1995, soweit dieser die Artikel 193, 194 und 195 in das Forstgesetzbuch einführt. Dieser Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 35, 39 und 134 der Verfassung sowie der Artikel 6 § 4 3° und 7 des Sondergesetzes aus, wobei vorgebracht wird, daß die vorgenannten Dekretsbestimmungen eine Verwaltungsaufsicht über Handlungen einführen würden, die in die Zuständigkeit der Föderalbehörde fallen würden und für die der föderale Gesetzgeber eine spezifische Aufsicht organisiert habe.

B.13.2. Artikel 195 bestimmt, daß Abweichungen von den in den Artikeln 193 und 194 vorgesehenen Verboten im Bereich des Verkehrs der Permanentdeputation oder der Wallonischen Regierung zur Genehmigung vorgelegt werden müssen, je nachdem, ob die betreffenden Wälder einer Gemeinde oder einer öffentlich-rechtlichen Anstalt einerseits bzw. einer Provinz andererseits gehören.

Die Absätze 2 und 3 von Artikel 195 ergeben sich aus einem im Ausschuß eingereichten Änderungsantrag (Dok., Wallonischer Regionalrat, vorgeannt, S. 22, und Dok. 272, 1994-1995, Nr. 8); aus der Art und Weise, wie dieser Änderungsantrag begründet wurde, geht hervor, daß der Dekretgeber dadurch, daß er ihn angenommen hat, auf eine derartige Weise hat vorgehen wollen, daß die Opportunität der Abweichungen von den Artikeln 193 und 194, die durch die dazu ermächtigten Verwaltungsbehörden geplant werden, überprüft werden kann.

B.13.3. Das Dekret vom 16. Februar 1995 gilt für alle in der Wallonischen Region gelegenen Wälder, einschließlich derjenigen, die den in Artikel 195 genannten Gemeinden, Provinzen und öffentlich-rechtlichen Anstalten gehören, übrigens ungeachtet der regionalen Lokalisierung dieser Behörden. Durch die Genehmigung, die dieser Artikel 195 in den Absätzen 2 und 3 vorsieht, organisiert das Dekret keine Maßnahme der Verwaltungsaufsicht über die Gemeinden, Provinzen oder öffentlich-rechtlichen Anstalten, die Eigentümer von Wäldern sind; vielmehr führt es eine Kontrolle angesichts der Nutzung dieser Wälder — die zum wallonischen Forstbestand gehören — ein, die es ermöglichen soll, sich zu vergewissern, daß der Umfang der von den vorgenannten Behörden im Rahmen der Artikel 193 und 194 gewährten Abweichungen die in diesen Bestimmungen enthaltenen Verbote und insbesondere den Sinn und Zweck des Dekrets nicht aushöhlt. Eine Maßnahme der spezifischen Aufsicht könnte der Zielsetzung des wallonischen Regionalgesetzgebers übrigens nicht entsprechen, soweit diese Maßnahme nicht auf alle Wälder anwendbar wäre, die den Gemeinden, Provinzen und öffentlich-rechtlichen Anstalten gehören.

B.13.4. Da bei der Prüfung des ersten Klagegrunds festgestellt wurde, daß der Regionalgesetzgeber dafür zuständig war, die Artikel 193 und 194 anzunehmen, durch welche der Verkehr auf den in den Wäldern gelegenen Wegen und Straßen geregelt wird, ergibt sich daraus, daß er aus denselben Gründen ebenfalls dafür zuständig war, eine Kontrolle angesichts der gewährten Abweichungen von den auf diese Wege und Straßen anwendbaren Verkehrsregeln einzuführen.

Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

*Bezüglich des dritten Klagegrunds*

B.14.1. Der dritte Klagegrund, der sich gegen das gesamte Dekret richtet, geht von einer Verletzung von Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 aus. Da mehrere in der Wallonischen Region gelegene Wälder nur Teile von sich auf das Gebiet verschiedener Regionen erstreckenden Wäldern sind, würde ein Verstoß gegen die im Klagegrund genannte Sonderbestimmung vorliegen, da die darin vorgeschriebene Konzertierung weder mit der Region Brüssel-Hauptstadt noch mit der Flämischen Region stattgefunden hätte.

B.14.2. Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt folgendes:

« Die betreffenden Regierungen müssen miteinander beraten in bezug auf

1° die besonderen Bestimmungen bezüglich der auf dem Gebiet von mehr als einer Region gelegenen Wälder; [...]. »

B.14.3. Wie aus den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung (Parl. Dok., Senat, Sondersitzungsperiode 1979, Nr. 261/2, SS. 115 und 116) hervorgeht, findet sie ihren Ursprung nicht im königlichen Erlaß vom 6. Juli 1979 « zur Abgrenzung der Angelegenheiten in bezug auf die Jagd, die Fischerei und die Wälder, in denen eine unterschiedliche Regionalpolitik gerechtfertigt ist », sondern in Artikel 3 des königlichen Erlasses vom 28. Februar 1975 « zur Abgrenzung — im Rahmen der Zuständigkeiten des Landwirtschaftsministeriums — der Angelegenheiten, in denen eine völlig oder teilweise unterschiedliche Regionalpolitik gerechtfertigt ist », welche beide zur Durchführung des Gesetzes vom 1. August 1974 zur Gründung von Regionalinstitutionen zur Vorbereitung der Anwendung von Artikel 107<sup>quater</sup> der Verfassung, abgeändert durch die Gesetze vom 19. Juli 1977 und 5. Juli 1979, ergangen sind. Dieser Artikel 3 bestimmte nämlich folgendes:

« Die Gesetzes- und Verordnungsmaßnahmen ergehen im gemeinsamen Einvernehmen durch den Landwirtschaftsminister und

1. [...];

2. die betreffenden regionalen Minister und Staatssekretäre, die für die Wälder zuständig sind, was die auf dem Gebiet von mehr als einer einzigen Region gelegenen Wälder betrifft;

3. [...]. »

Obwohl Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes das im vorgenannten königlichen Erlaß erwähnte gemeinsame Einvernehmen durch das Erfordernis einer einfachen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen ersetzt hat, ist der Gegenstand der letztgenannten Konzertierung nichtsdestoweniger im Hinblick auf das Vorstehende auszulegen. Die in Artikel 6 § 2 1° genannten « besonderen Bestimmungen » sind demzufolge die Regionalbestimmungen, die auf jene Wälder anzuwenden sind, die sich über die Grenzen der diese Bestimmungen erlassenden Region hinaus erstrecken.

Daraus ergibt sich, daß, wenn eine Region Bestimmungen annehmen möchte, die auf Wälder angewandt werden können, deren Grenzen diejenigen des Gebiets der Region überschreiten, die vorherige Konzertierung mit der betroffenen Regionalbehörde bzw. mit den betroffenen Regionalbehörden erforderlich ist.

B.14.4. Das Dekret vom 16. Februar 1995 ist anwendbar auf alle wallonischen Wälder, was insbesondere durch die Überschrift von Titel XIV bestätigt wird, der durch Artikel 1 des Dekrets in das Forstgesetzbuch eingeführt worden ist: « Über den Verkehr in den Wäldern und Forsten der Wallonischen Region ». Es ist also auch anwendbar auf jene

Wälder, deren Grenzen diejenigen der Wallonischen Region überschreiten, was den in dieser Region gelegenen Teil betrifft. Soweit das angefochtene Dekret auf diese Wälder anwendbar ist, hätte eine Konzertierung mit den anderen betroffenen Regionalbehörden stattfinden sollen.

Den Klägern zufolge hat diese Konzertierung nicht stattgefunden; der Hof stellt fest, daß die Wallonische Regierung weder darlegt noch behauptet, daß eine solche Konzertierung vor der Annahme des Dekrets vom 16. Februar 1995 stattgefunden hätte. Daraus ergibt sich, daß ein Verstoß gegen Artikel 6 § 2 1° des Sondergesetzes vorliegt.

Das angefochtene Dekret ist insofern für nichtig zu erklären, als es auf Teile von Wäldern, die auf dem Gebiet mehrerer Regionen gelegen sind, anwendbar ist.

*Hinsichtlich der Klagegründe wegen Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung  
Bezüglich des vierten Klagegrunds*

B.15.1. Dieser Klagegrund richtet sich gegen die Artikel 193 und 194, die durch Artikel 1 des Dekrets in das Forstgesetzbuch eingeführt worden sind. Diese Bestimmungen wären diskriminierend, indem sie die Wallonische Regierung dazu ermächtigen würden, aus verschiedenen Gründen von den Verkehrsregeln abzuweichen, die sie jeweils in ihrem ersten Absatz bestimmen, ohne in diese Gründe die Ausübung einer Sport- oder Freizeitaktivität einzubeziehen.

B.15.2. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.15.3. Wie unter B.6 betont wurde, verfolgte der Regionalgesetzgeber durch die Annahme des angefochtenen Dekrets insbesondere eine Zielsetzung des Schutzes der Natur und des Waldökosystems.

Dazu hat er in den Artikeln 192, 193 und 194 eine Zugänglichkeit zu den öffentlichen Straßen, die durch die Wälder führen, eingeführt, welche um so größer ist, je nach der angenommenen Vereinbarkeit der jeweiligen Beförderungsweise mit den verfolgten Zielsetzungen; im wesentlichen dürfen sich die Fußgänger der Straßen, Wege und Pfade bedienen, die übrigen Verkehrsteilnehmer, die keine Kraftfahrzeuge benutzen, der Wege und Straßen, wohingegen der Verkehr von Kraftfahrzeugen nur auf die Straßen beschränkt wird. Der Regionalgesetzgeber konnte es berechtigterweise für notwendig erachten, von diesen allgemeinen Regeln, mit welchen die von ihm verfolgten Zielsetzungen allgemeinen Interesses verwirklicht werden können, abzuweichen zu können, wenn Erwägungen, die ebenfalls mit dem allgemeinen Interesse zusammenhängen, dies rechtfertigen. Als solche gelten die medizinischen, pädagogischen, wissenschaftlichen, kulturellen und umweltschutzbezogenen Gründe im Sinne des jeweiligen Absatzes 2 der Artikel 193 und 194. Die von den Klägern angeführten Sport- und Freizeitaktivitäten hingegen sind darauf ausgerichtet, einem ausschließlich privaten Interesse zu entsprechen, wobei der Gesetzgeber demzufolge davon ausgehen konnte, daß keine seiner Zielsetzung des Waldschutzes zuwiderlaufende Abweichung gerechtfertigt war.

Der Hof stellt außerdem fest, daß dieser Behandlungsunterschied in keinem Mißverhältnis zu den verfolgten Zielsetzungen steht, da einerseits Sport- und Freizeitaktivitäten wie diejenigen, die die Kläger ausüben, tatsächlich ausgeübt werden können, allerdings unter Beachtung der im vorstehenden beschriebenen allgemeinen Verkehrsregeln — und dies um so mehr, wie sie die Forstumwelt schonen — und andererseits die gleichen Verkehrsregeln im Rahmen der Abgrenzung im Sinne der neuen Artikel 196 bis 199, die durch Artikel 1 *in fine* des angefochtenen Dekrets eingefügt wurden, angepaßt werden können.

B.15.4. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß der vierte Klagegrund unbegründet ist.

*Bezüglich des fünften Klagegrunds*

B.16.1. Der letzte Klagegrund richtet sich gegen den neuen Artikel 195, Absatz 1, der durch Artikel 1 des angefochtenen Dekrets in das Forstgesetzbuch eingefügt wurde. Es wird vorgebracht, daß diese Bestimmung diskriminierend sei, indem sie vorsehe, daß die Artikel 190 bis 194 nicht auf jene Personen anwendbar seien, die berechtigt seien, eine Tätigkeit im Zusammenhang mit der Jagd oder der Fischerei auszuüben, andererseits aber keine ähnliche Befreiung vorgesehen sei für jene Personen, die sich zu Sport- oder Erholungszwecken in die Wälder begeben möchten.

B.16.2. Artikel 195 Absatz 1 bestimmt, daß die neuen Artikel 190 bis 194 unter anderem nicht anwendbar sind auf Personen, die berechtigt sind, eine Verwaltungsaktivität auszuüben. Dieser Begriff wird in Artikel 185 definiert, dem zufolge es sich dabei um « alle Tätigkeiten der Verwaltung, Bewirtschaftung oder Überwachung der forstwirtschaftlichen, landwirtschaftlichen, weidmännischen, fischwirtschaftlichen Natur oder der Naturerhaltung » handelt.

B.16.3. Im Gegensatz zu dem, was die Kläger behaupten, bezieht sich die im vorgenannten Artikel 195 Absatz 1 vorgesehene Ausnahme weder auf Jäger, noch auf Angler. Diese Ausnahme gilt nur angesichts jener Personen, die mit Tätigkeiten der Verwaltung, Bewirtschaftung oder Überwachung zu verschiedenen Zwecken beauftragt sind.

Dem fünften Klagegrund ist also nicht beizupflichten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt das Dekret der Wallonischen Region vom 16. Februar 1995 « zur Abänderung des Forstgesetzbuches durch auf die Wallonische Region anwendbare Sonderbestimmungen bezüglich des Verkehrs der Bevölkerung in Wäldern und Forsten im allgemeinen » insofern für nichtig, als es auf Teile von Wäldern, die auf dem Gebiet von mehr als nur einer Region gelegen sind, anwendbar ist;

— weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 28. November 1996

Der Kanzler,  
L. Potoms.

Der Vorsitzende,  
M. Melchior.